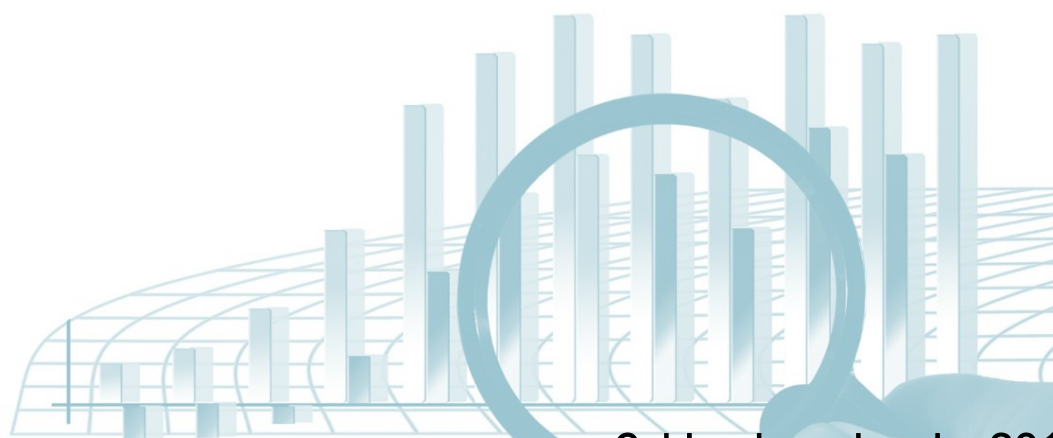


BILAN DE LA FISCALITÉ AU QUÉBEC ÉDITION 2018



Cahier de recherche 2018/01

11 JANVIER 2018

RÉVISÉ LE 18 JANVIER 2018



Chaire en
fiscalité et en
finances publiques



UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

REMERCIEMENTS

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke tient à remercier de son appui renouvelé le ministère des Finances du Québec et désire lui exprimer sa reconnaissance pour le financement dont elle bénéficie afin de poursuivre ses activités de recherche.

MISSION DE LA CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques (CFFP) a été mise sur pied le 15 avril 2003. Au Québec, les lieux communs et officiels où praticiens, cadres de l'État et chercheurs peuvent échanger sur les nouveaux défis touchant la fiscalité et les finances publiques sont rares. De plus, la recherche dans ces domaines est généralement de nature unidisciplinaire et néglige parfois l'aspect multidisciplinaire des relations entre l'État et ses contribuables. La CFFP tire sa raison d'être de ces deux réalités. La mission principale de la Chaire est de stimuler la recherche et la formation interdisciplinaires par le regroupement de professeurs et de chercheurs intéressés par la politique économique de la fiscalité. Pour plus de détails sur la CFFP, vous pouvez consulter son site officiel à l'adresse suivante : <http://cffp.recherche.usherbrooke.ca>.

Cette publication annuelle est le fruit d'un travail collectif où ont participé Tommy Gagné-Dubé, Antoine Genest-Grégoire, Luc Godbout, Michaël Robert-Angers et Suzie St-Cerny.

Les auteurs collaborent aux travaux de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, qu'ils remercient pour l'appui financier qui a rendu possible la réalisation de cette publication.

Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

École de Gestion, Université de Sherbrooke
2500, boul. de l'Université
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1
Téléphone : 819 821-8000, poste 67133
Courriel : cffp.eg@usherbrooke.ca

TABLE DES MATIÈRES

Mise en Contexte.....	1
1. Faits Saillants.....	3
2. Poids de la Fiscalité	13
3. Manières de Prélever.....	21
4. Charge Fiscale Nette.....	47
5. Contribuables Québécois	54
6. Dépenses Fiscales	67
Remarques Finales	74

MISE EN CONTEXTE



Chaire en
fiscalité et en
finances publiques

Parmi le lot de bilans et de rétrospectives, la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques présente son édition annuelle du Bilan de la fiscalité au Québec - Édition 2018. Cet exercice consiste à regrouper une série d'indicateurs importants qui, bien que souvent étudiés isolément, sont rarement traités dans un même document. Il en résulte un portrait de la situation de la fiscalité québécoise regroupant les données les plus récentes présentées en plus de cinquante graphiques et tableaux brièvement expliqués.

Cette édition du Bilan de la fiscalité au Québec débute par une nouvelle section destinée à présenter les faits saillants de la fiscalité québécoise et canadienne depuis la dernière édition du bilan. Les deux sections suivantes effectuent une comparaison de la fiscalité au Québec par rapport à celle des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et, lorsque c'est possible, à celle des autres provinces canadiennes. Puis, une nouvelle section s'ajoute au bilan pour présenter la charge fiscale nette du Québec avec les pays membres de l'OCDE pour huit situations familiales. Finalement, les deux dernières sections se concentrent presque exclusivement sur des données québécoises, et, dans certains cas, sur leur évolution dans le temps.

Les données présentées dans le présent document sont celles disponibles en date du 21 décembre 2017.

FAITS SAILLANTS



Chaire en
fiscalité et en
finances publiques

Le Bilan de la fiscalité au Québec - Édition 2018 regroupe une série d'indicateurs statistiques au sujet de la fiscalité québécoise, des autres provinces canadiennes et des pays membres de l'OCDE. L'évolution de ces indicateurs à travers le temps est notamment influencée par les décisions qui sont prises par les différents gouvernements en lien avec leur système fiscal.

Dans cette section, nous avons répertorié certaines mesures qui ont été annoncées ou qui sont entrées en vigueur depuis la dernière édition du bilan et qui auront un effet sur les recettes fiscales des administrations publiques canadiennes, et donc dans les années à venir sur plusieurs indicateurs inclus dans le Bilan. La liste n'est pas exhaustive, mais représente une sélection des principales mesures dont les grandes lignes sont résumées ci-dessous pour chacune des assiettes d'imposition et présentées en ordre chronologique aux tableaux 2, 3 et 4.



Impôts sur le revenu des particuliers

L'impôt sur le revenu des particuliers est l'assiette fiscale la plus importante au Canada. Il n'est donc pas surprenant que la plus grande quantité de changements soit survenue dans cette source de recettes. Tout d'abord, en ce qui concerne le barème d'imposition, le Québec a augmenté le montant personnel de base et réduit le taux d'imposition de sa première tranche de revenus de 16 % à 15 %. La Saskatchewan a réduit d'un demi-point de pourcentage le taux d'imposition de chacune des tranches de son barème d'imposition et a annoncé la suspension de l'indexation annuelle du régime d'impôt des particuliers à compter de l'année d'imposition 2018. La Colombie-Britannique a ajouté un nouveau taux à son barème d'imposition provincial pour les revenus de plus de 150 000 \$.

Puis, en ce qui concerne les déductions et les crédits d'impôt, le fédéral a annoncé une simplification des crédits pour aidants naturels en remplaçant trois crédits (crédit pour aidants naturels, crédit pour personnes à charge ayant une déficience et crédit pour aidants familiaux) par un nouveau crédit unique (crédit canadien pour aidant naturel), et ce, à partir de l'année d'imposition 2017. Le fédéral a aussi aboli le crédit pour transport en commun à compter du 1^{er} juillet 2017¹ alors que l'Ontario a introduit à la même date un crédit d'impôt visant à aider les aînés à assumer les frais de transport en commun. Le Québec a majoré le montant personnel de base et, parallèlement, a modifié le taux applicable à la majorité des crédits d'impôt, passant de celui de la deuxième tranche de revenus (20 %) à celui de la première tranche de revenus (16 %), comme le fait déjà le fédéral. Il a augmenté de manière concomitante le montant des crédits pour que la valeur de ceux-ci demeure identique. Puis, à la mise à jour économique de novembre 2017, le taux des crédits d'impôt non remboursables est passé de 16 % à 15 % pour suivre la réduction du premier taux du barème d'imposition.

Tableau 1 : Barèmes de l'impôt sur le revenu des particuliers du Québec de 2016 à 2018

2016			2017			2018			
	De	Jusqu'à	Taux	De	Jusqu'à	Taux	De	Jusqu'à	Taux
Barème		42 390	16 %		42 705	15 %		43 055	15 %
	42 390	84 780	20 %	42 705	85 405	20 %	43 055	86 105	20 %
	84 780	103 150	24 %	85 405	103 915	24 %	86 105	104 765	24 %
	103 150		25,75 %	103 915		25,75 %	104 765		25,75 %
Revenus exclus de l'imposition		14 438			14 890			15 012	

¹ Pour plus de détails, voir notamment : A. Genest-Grégoire (2017), *Analyse de l'abolition du crédit d'impôt fédéral pour le transport en commun*, Cahier de recherche 2017-07 de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques.

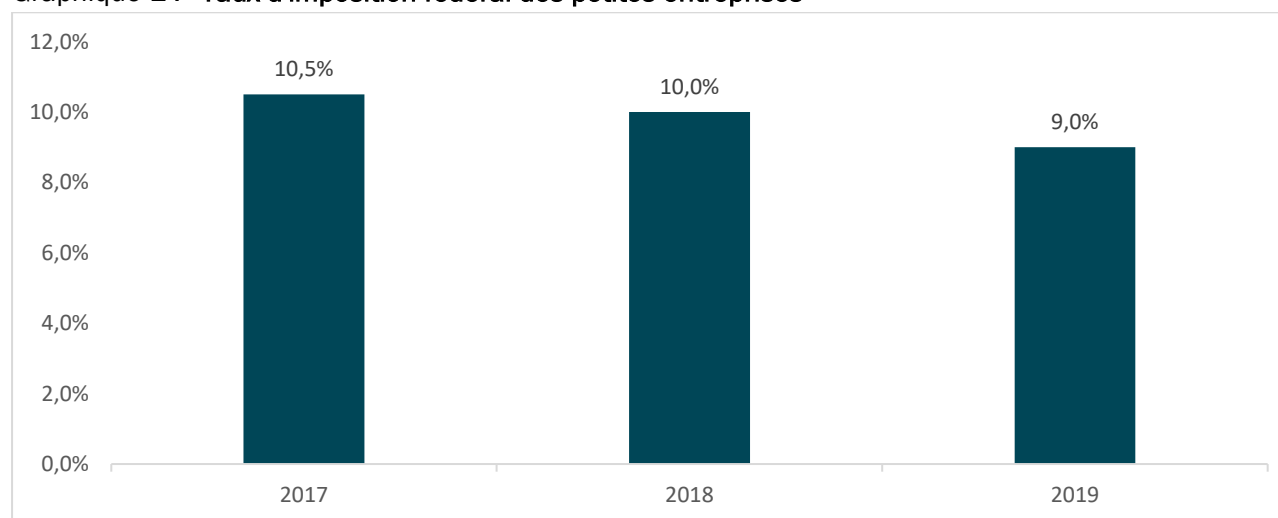
Impôt des sociétés

En juillet 2017, le ministre fédéral des Finances Bill Morneau a annoncé une consultation publique concernant les planifications fiscales au moyen de sociétés privées concernant trois axes de réformes. L'intention initiale concernant la conversion d'un revenu en gains en capital a été mise de côté. Après certains ajustements, un resserrement des règles concernant la répartition des revenus est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Quant à la détention d'un portefeuille de placements passif dans une société privée, le budget 2018 devrait préciser les intentions du gouvernement fédéral.

Dans la foulée de la consultation publique sur les planifications fiscales au moyen de sociétés privées, le gouvernement fédéral a annoncé une baisse du taux d'imposition des petites sociétés de 10,5 % en 2017, à 10 % en 2018 et à 9 % en 2019.

De son côté, Québec poursuit sa réduction du taux général d'imposition de 11,8 % en 2017 à 11,5 % en 2020, à raison de 0,1 % par année. Le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique ont réduit leur taux d'imposition applicable aux petites entreprises d'un demi-point de pourcentage au 1^{er} avril 2017, mais la Colombie-Britannique a aussi annoncé une augmentation de son taux d'impôt général sur les bénéfices des sociétés de 11 % à 12 % à partir du 1^{er} janvier 2018. La Nouvelle-Écosse a augmenté le seuil de revenu maximal permettant de bénéficier du taux réduit pour petite entreprise de 350 000 \$ à 500 000 \$ afin que davantage d'entreprises puissent profiter du taux réduit.

Graphique 1 : Taux d'imposition fédéral des petites entreprises



Taxes à la consommation

En lien avec les taxes à la consommation, la Saskatchewan a augmenté le taux de sa taxe générale de vente d'un point de pourcentage en plus d'élargir l'assiette de la taxe et d'éliminer certaines exemptions. Les taxes d'accise fédérales sur l'alcool ont augmenté de 2 % et seront indexées à compter du 1^{er} avril 2018. Certaines provinces ont également augmenté leurs taxes d'accise, par exemple la Saskatchewan a augmenté le taux de sa taxe sur le tabac de 2 %. À l'opposé, Terre-Neuve-et-Labrador a annoncé une réduction de la taxe temporaire sur l'essence de 16,5 ¢ le litre qu'elle avait mise en place en 2016 pour aider à rétablir les finances publiques de la province. Une première baisse de 8,5 ¢ le litre est entrée en vigueur à compter du 1^{er} juin 2017 et une deuxième de 4 ¢ le litre à compter du 1^{er} décembre 2017, ce qui fait que le taux de cette taxe temporaire s'établit maintenant à 4 ¢ le litre. Il est également à noter que, dans la foulée de la légalisation du cannabis en 2018, les ministres des Finances fédéral et des provinces se sont entendus sur un partage de la taxe d'accise, soit un quart pour le fédéral, maximum 100 M\$ par an, et trois quarts pour les provinces.

Impôts sur le patrimoine

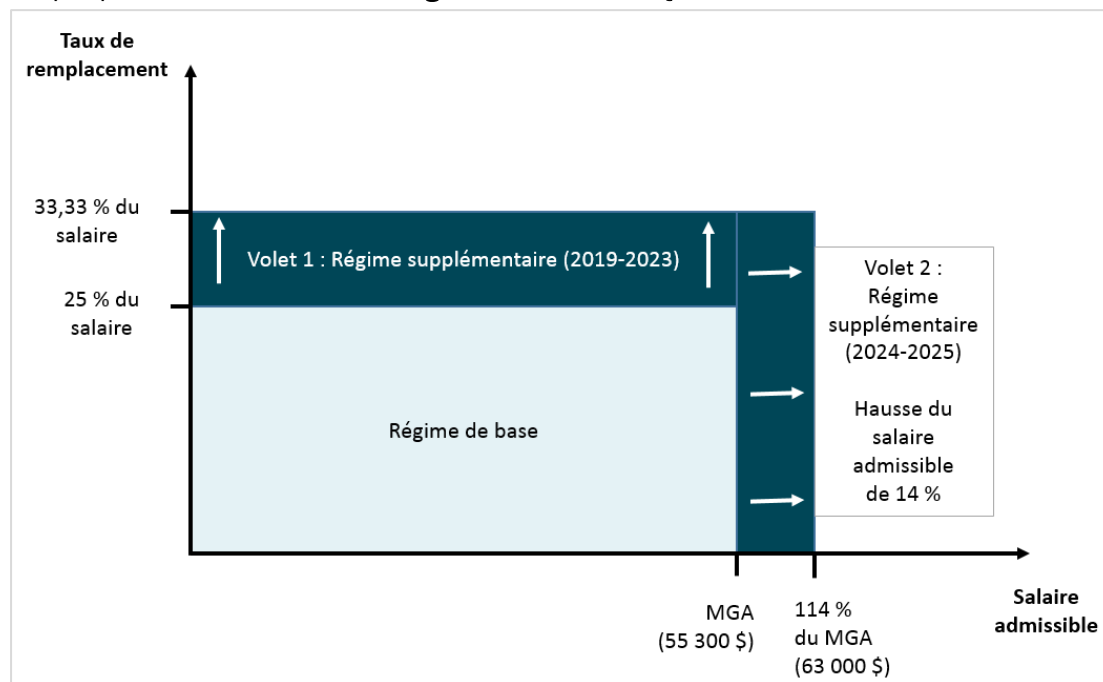
Pour les impôts sur le patrimoine, le Québec a annoncé pour l'année 2018-2019 une baisse de la taxe scolaire sous forme d'une uniformisation de la taxation scolaire (alignement sur le taux régional le plus bas) ainsi que d'une exemption du calcul de la taxe sur les premiers 25 000 \$ d'évaluation. De son côté, la Saskatchewan a annoncé un rééquilibrage de son impôt foncier pour l'éducation qui se traduira par une augmentation des recettes fiscales provenant de cet impôt, l'objectif étant que 40 % du financement des coûts en éducation de la maternelle à la 12^e année proviennent de cet impôt.

Cotisations sociales

Concernant les cotisations sociales, le taux de cotisation à l'assurance-emploi au Québec est passé de 1,27 % à 1,30 % et le taux de cotisation au Régime de rentes du Québec a augmenté de 0,15 % en 2017 pour atteindre 10,80 % (employé + employeur). Le gouvernement du Québec a également annoncé une bonification du Régime de rentes du Québec qui sera désormais formé de deux parties : le régime de base (déjà existant) et le régime supplémentaire (début en 2019) avec une mise en place progressive du taux de cotisation. À cela s'ajoute une augmentation du maximum des gains admissibles (MGA) (+14 % sur deux ans) en 2024 et 2025. La bonification fera graduellement passer le taux de remplacement de revenu de 25 % à 33,33 %. Il est à noter que le Canada avait déjà prévu en 2016 une mesure similaire pour la bonification du Régime de pensions du Canada. Dans les deux cas, la hausse sera mise en œuvre progressivement à compter du 1^{er} janvier 2019 et nécessitera une augmentation graduelle du taux de cotisation de 1 % pour les salariés et pour les employeurs, faisant passer leurs taux

respectifs de 5,4 % à 6,4 % de 2019 à 2023. L'élargissement du maximum des gains admissibles se fera par une cotisation de 4 % des employés et des employeurs.

Graphique 2 : Bonification du Régime de rentes du Québec



Autres modifications

Parmi les autres changements importants, notons l'annonce par le gouvernement fédéral de l'indexation de l'Allocation canadienne pour enfants à compter de juillet 2018. Le gouvernement fédéral a également annoncé dans sa mise à jour économique de l'automne 2017 qu'il ajouterait 500 millions de dollars à la Prestation fiscale pour revenu de travail (PFRT) en 2019. Québec a également annoncé dans sa mise à jour économique qu'il bonifierait la prime au travail progressivement pour les ménages sans enfants. De plus, il a bonifié le Soutien aux enfants par l'ajout d'un supplément annuel de 100 \$ par enfant d'âge scolaire pour l'achat de fournitures scolaires, et ce, rétroactivement à l'année

d'imposition 2017. Soulignons également l'entrée en vigueur de la taxe sur le carbone en Alberta à compter de janvier 2017. Enfin, alors que le Québec a aboli sa contribution santé en 2017, la Colombie-Britannique annonce la réduction de 50 % des montants payés au titre du *Medical Services Plan* à compter du 1^{er} janvier 2018, avec comme objectif de les éliminer d'ici 4 ans.

Tableau 2 : Modifications fiscales entrées en vigueur ou annoncées au Canada depuis le 1^{er} janvier 2017 - Fédéral

Date	Mesure	Assiette visée	Effet anticipé sur les recettes
22 mars 2017	Annnonce que les allocations de certains élus non soumises à une justification pour des dépenses d'emploi seront comprises dans le calcul du revenu à des fins fiscales à compter de l'année d'imposition 2019.	Impôt des particuliers	↑
22 mars 2017	Simplification des crédits pour aidants naturels en remplaçant le crédit pour aidants naturels, le crédit pour personnes à charge ayant une déficience et le crédit pour aidants familiaux par un nouveau crédit unique (crédit canadien pour aidant naturel) à partir de l'année d'imposition 2017.	Impôt des particuliers	-
1 ^{er} juillet 2017	Abolition du crédit d'impôt pour transport en commun.	Impôt des particuliers	↑
18 juillet 2017	Annnonce des modifications à venir au régime fiscal pour limiter les planifications fiscales au moyen des sociétés privées.	Impôt des sociétés	↑
24 octobre 2017	Annnonce que l'Allocation canadienne pour enfants sera ajustée au coût de la vie à compter de juillet 2018.		-
24 octobre 2017	Annnonce que la Prestation fiscale pour le revenu de travail (PFRT) sera bonifiée de 500 M\$ par année à compter de l'année d'imposition 2019.	Impôt des particuliers	↓
24 octobre 2017	Annnonce que le taux d'imposition applicable aux petites entreprises sera réduit de 10,5 % en 2017, à 10 % en 2018 et à 9 % en 2019.	Impôt des sociétés	↓

Tableau 3 : Modifications fiscales entrées en vigueur ou annoncées au Canada depuis le 1^{er} janvier 2017 - Québec

Date	Mesure	Assiette visée	Effet anticipé sur les recettes
1 ^{er} janvier 2017	Augmentation de 0,15 % du taux de cotisation au Régime de rentes du Québec.	Cotisations sociales	↑
28 mars 2017	Augmentation du montant personnel de base de 14 544 \$ à 14 890 \$ à partir de l'année d'imposition 2017.	Impôt des particuliers	↓
28 mars 2017	Simplification du calcul des crédits d'impôt personnels pour faire en sorte que le taux utilisé aux fins du calcul des crédits d'impôt personnels corresponde au taux applicable à la première tranche de revenus imposables du barème d'imposition, soit 16 %, sans réduire la valeur des crédits.	Impôt des particuliers	-
28 mars 2017	Mise en place d'un crédit d'impôt remboursable pour la mise aux normes d'installations d'assainissement des eaux usées résidentielles à partir du 31 mars 2017 et jusqu'au 1 ^{er} avril 2022, d'une valeur maximale de 5 500 \$.	Impôt des particuliers	↓
2 novembre 2017	Annnonce de la bonification du Régime de rentes du Québec qui sera désormais formé de deux parties : le régime de base (déjà existant) et le régime supplémentaire (début en 2019) avec une hausse graduelle de cotisations de 2019 à 2023. À cela s'ajoutera une augmentation du MGA (+14 % sur deux ans) en 2024 et 2025. La bonification fera graduellement passer le taux de remplacement du revenu de 25 % à 33,33 %.	Cotisations sociales	↑
21 novembre 2017	Diminution du premier taux du barème d'imposition du revenu des particuliers de 16 % à 15 %, rétroactivement au 1 ^{er} janvier 2017. Parallèlement, le taux des crédits d'impôt est également réduit à 15 %.	Impôt des particuliers	↓
21 novembre 2017	Bonification du crédit Soutien aux enfants par l'ajout d'un supplément annuel de 100 \$ par enfant d'âge scolaire pour l'achat de fournitures scolaires rétroactivement à l'année d'imposition 2017. Contrairement au Soutien aux enfants, le supplément sera versé indépendamment du revenu familial.	Impôt des particuliers	↓
7 décembre 2017	Annnonce d'une baisse de la taxe scolaire (uniformisation par région) et exemption du calcul de la taxe sur les premiers 25 000 \$ d'évaluation par le dépôt du projet de loi 166.	Impôt sur le patrimoine	↓

Tableau 4 : Modifications fiscales entrées en vigueur ou annoncées au Canada depuis le 1^{er} janvier 2017 - Autres provinces

Date	Mesure	Assiette visée	Effet sur les recettes
1 ^{er} janvier 2017	Alberta : Le taux d'impôt sur le revenu applicable aux petites entreprises est réduit de 3 % à 2 %.	Impôt des sociétés	↓
1 ^{er} janvier 2017	Alberta : Entrée en vigueur de la taxe sur le carbone au taux de 20 \$ par tonne d'émission avec une augmentation prévue à 30 \$ par tonne au 1 ^{er} janvier 2018.	Autres impôts	↑
1 ^{er} janvier 2017	Manitoba : Entrée en vigueur de l'élimination du remboursement de l'impôt sur le revenu pour les frais de scolarité.	Impôt des particuliers	↑
1 ^{er} janvier 2017	Manitoba : Les tranches de revenus du barème d'imposition des particuliers et le montant des crédits d'impôt sont indexés à partir du 1 ^{er} janvier 2017 pour tenir compte de l'inflation.	Impôt des particuliers	↓
23 mars 2017	Saskatchewan : Augmentation du taux de la taxe de vente provinciale de 5 % à 6 %, élargissement de l'assiette de la taxe et élimination de certaines exemptions.	Taxes à la consommation	↑
23 mars 2017	Saskatchewan : Parallèlement à l'augmentation de la taxe, réduction de 0,5 % de chacun des taux applicables au barème d'imposition des particuliers à partir du 1 ^{er} juillet 2017 et d'une autre réduction de 0,5 % à partir du 1 ^{er} juillet 2019.	Impôt des particuliers	↓
23 mars 2017	Saskatchewan : Parallèlement à l'augmentation de la taxe, réduction de 0,5 % du taux d'imposition générale des sociétés à partir du 1 ^{er} juillet 2017 et d'une autre réduction de 0,5 % à partir du 1 ^{er} juillet 2019.	Impôt des sociétés	↓
23 mars 2017	Saskatchewan : Annonce d'un rééquilibrage de l'impôt foncier pour l'éducation afin de financer 40 % des coûts en éducation de la maternelle à la 12 ^e année.	Impôt sur le patrimoine	↑
23 mars 2017	Saskatchewan : Hausse du crédit d'impôt pour les personnes à faibles revenus.	Impôt des particuliers	↓
23 mars 2017	Saskatchewan : Suspension de l'indexation annuelle du régime d'impôt des particuliers à compter de l'année d'imposition 2018.	Impôt des particuliers	↑
23 mars 2017	Saskatchewan : Élimination du crédit d'impôt relatif aux outils d'un employé à partir de l'année d'imposition 2017.	Impôt des particuliers	↑
23 mars 2017	Saskatchewan : Élimination des crédits d'impôt pour études et frais de scolarité à partir du 1 ^{er} juillet 2017.	Impôt des particuliers	↑

1 ^{er} avril 2017	Colombie-Britannique : Réduction du taux d'impôt sur le revenu applicable aux petites entreprises de 2,5 % à 2,0 %.	Impôt des sociétés	↓
1 ^{er} avril 2017	Nouveau-Brunswick : Réduction du taux d'impôt sur le revenu applicable aux petites entreprises de 3,5 % à 3,0 %.	Impôt des sociétés	↓
10 avril 2017	Île-du-Prince-Édouard : Augmentation de 2 % (il n'y a pas d'indexation annuelle) du montant personnel de base et du montant pour conjoint à compter de l'année d'imposition 2017.	Impôt des particuliers	↓
11 avril 2017	Manitoba : Annonce de l'augmentation du don maximal admissible au crédit d'impôt pour dons politiques de 1 275 \$ à 2 325 \$, dont la valeur augmente de 650 \$ à 1 000 \$ à compter de l'année d'imposition 2018.	Impôt des particuliers	↓
1 ^{er} juillet 2017	Ontario : Introduction du Crédit d'impôt de l'Ontario aux personnes âgées pour le transport en commun, un crédit remboursable de 3 000 \$ au taux de 15 % (valeur maximale de 450 \$) visant à aider les aînés à assumer les frais de transport en commun.	Impôt des particuliers	↓
11 septembre 2017	Colombie-Britannique : Introduction d'un nouveau palier d'imposition au taux de 16,8 % pour les revenus dépassant 150 000 \$.	Impôt des particuliers	↑
11 septembre 2017	Colombie-Britannique : Augmentation du taux d'impôt général sur les bénéfices des sociétés de 11 % à 12 %.	Impôt des sociétés	↑
11 septembre 2017	Colombie-Britannique : Annonce de la réduction des primes du régime d'assurance-maladie de 50 % à compter du 1 ^{er} janvier 2018 avec comme objectif de les éliminer d'ici 4 ans.		↓
11 septembre 2017	Colombie-Britannique : Annonce d'une augmentation de la taxe sur le carbone de 5 \$ la tonne à partir du 1 ^{er} avril 2018.	Autres impôts	-
26 septembre 2017	Nouvelle-Écosse : Annonce d'une augmentation du montant personnel de base et du montant pour époux ou conjoint de fait jusqu'à concurrence de 3 000 \$ pour les contribuables dont le revenu familial net est inférieur à 75 000 \$, à partir du 1 ^{er} janvier 2018.	Impôt des particuliers	↓
26 septembre 2017	Nouvelle-Écosse : Augmentation du seuil maximal pour bénéficier du taux réduit pour petites entreprises de 350 000 \$ à 500 000 \$ à compter du 1 ^{er} janvier 2017.	Impôt des sociétés	↓

POIDS DE LA FISCALITÉ



Chaire en
fiscalité et en
finances publiques

Les paramètres d'assujettissement des différents impôts et taxes présentent des singularités, que ce soit par les textes législatifs en vigueur et les taux d'imposition, mais aussi par les déductions, exemptions et crédits qui varient également à l'intérieur des pays (et provinces) et dans le temps.

Ainsi, pour rendre les comparaisons possibles entre les juridictions, la notion de prélèvements obligatoires entrant dans la détermination du poids de la fiscalité est énoncée par l'OCDE comme étant l'ensemble des versements obligatoires effectués sans contrepartie par les agents économiques au profit des administrations publiques sur un territoire donné. À cet effet, ils désignent les impôts sur le revenu, les impôts sur le bénéfice des sociétés, les taxes à la consommation, les taxes foncières locales, etc. Par ailleurs, les cotisations prélevées par divers régimes sociaux sont également incluses. À cet égard, les cotisations sociales, comme celles du Régime de l'assurance-emploi, du Régime de rentes du Québec ou du Régime d'assurance parentale du Québec y figurent dès lors qu'elles financent des régimes obligatoires.

En 2016, le total des recettes prélevées au Québec par l'ensemble des administrations publiques atteint 152 milliards de dollars. Sa décomposition par administrations publiques permet de constater que le gouvernement du Québec prélève 50 % du total des recettes fiscales, suivi par le gouvernement fédéral avec 31 %, alors que les administrations locales et le Régime de rentes du Québec en prélèvent autour de 10 % chacun.

Tableau 5 : Recettes fiscales des administrations publiques, Québec, 2016 (en millions de dollars)

	Fédéral	Québec	Local	RRQ/RPC	Consolidé
Impôts sur le revenu des particuliers	22 670	30 221			52 891
Impôts des non-résidents	1 215				1 215
Cotisations sociales des employés	1 823	2 008		6 863	10 694
Impôts des sociétés	7 818	6 617			14 435
Cotisations sociales des employeurs	2 553	3 816		6 863	13 232
Taxes sur la masse salariale		7 390			7 390
Taxes à la consommation*	9 425	18 219			27 644
Impôts fonciers		431	14 093		14 524
Autres taxes	1 542	7 638	834		10 014
Total	47 046	76 340	14 927	13 726	152 039
Proportion du total consolidé	31 %	50 %	10 %	9 %	100 %

* Comprend la TPS, la TVQ, la taxe sur l'essence et les carburants (fédéral et Québec), les taxes d'accise (fédérales) ainsi que les taxes sur le tabac (Québec).

Source : Institut de la Statistique du Québec (ISQ) (2017), *Comptes économiques des revenus et dépenses, édition 2017*.

Pression fiscale

Comparaisons internationales

Pour procéder à des comparaisons internationales, le poids de la fiscalité est mesuré, dans chaque juridiction, par le rapport existant entre le montant des recettes fiscales collectées et le produit intérieur brut (PIB). Ce rapport est appelé « taux de pression fiscale » et indique la part de la richesse nationale accaparée par la fiscalité. Il met aussi en évidence le degré de fiscalisation d'une juridiction. Dans le cas du Québec, cela inclut autant les prélèvements faits par le gouvernement fédéral que par le gouvernement du Québec et par les autres entités publiques relevant de leur gouverne.

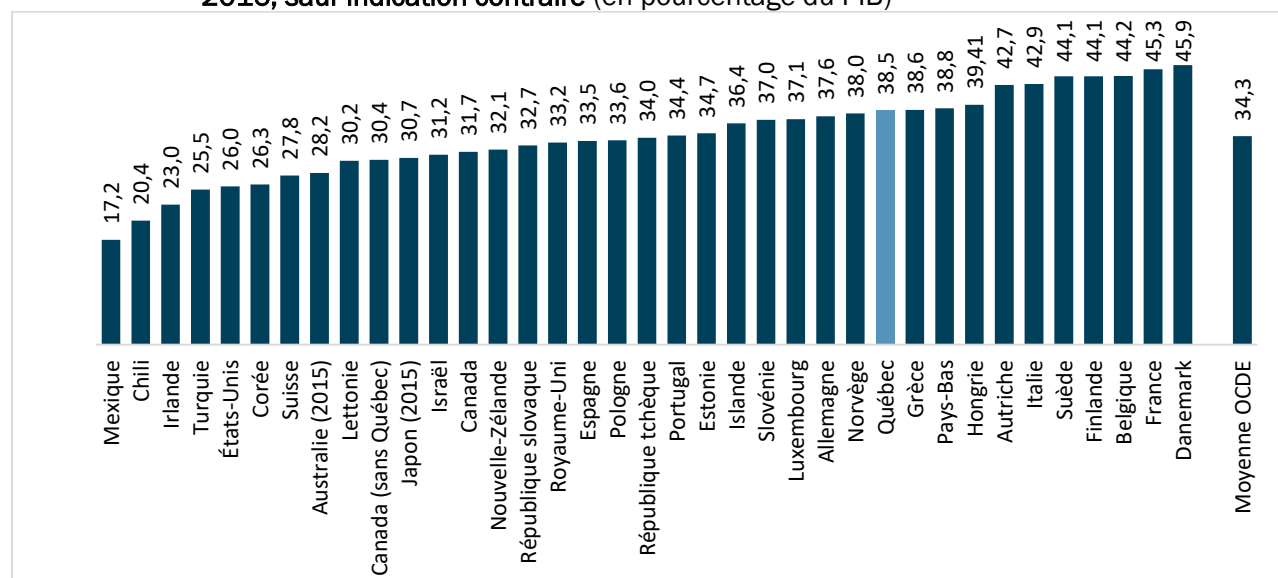
Dans les faits, la signification réelle du taux de pression fiscale doit être mise en perspective. D'abord, il faut savoir qu'une fois versés au coffre de l'État, les prélèvements ne disparaissent pas du circuit économique. La contrepartie en biens et en services publics offerte par l'État et financée à même les recettes fiscales n'apparaît pas dans la détermination du taux de pression fiscale. De plus, le taux de pression fiscale de chaque pays demeure silencieux sur le poids de l'imposition individuelle.

Une fois qu'on en connaît les limites, l'exercice reste tout à fait pertinent. Il s'agit d'un indicateur synthétique à la fois simple et facile à calculer. Il permet d'utiles comparaisons du poids de l'imposition dans le temps et d'un pays à l'autre. Pour cette raison, il est l'indicateur le plus fréquemment utilisé pour comparer le poids de la fiscalité.

L'OCDE dresse annuellement les statistiques fiscales de ses États membres en leur demandant de lui fournir des données répondant à des critères visant à assurer leurs comparaisons. La publication annuelle qui en découle s'intitule *Statistiques des recettes publiques*. En suivant la méthodologie décrite par l'OCDE, il est possible d'insérer le Québec dans ces comparaisons.



Graphique 3 : Taux de pression fiscale, pays membres de l'OCDE, Québec et Canada sans le Québec – 2016, sauf indication contraire (en pourcentage du PIB)



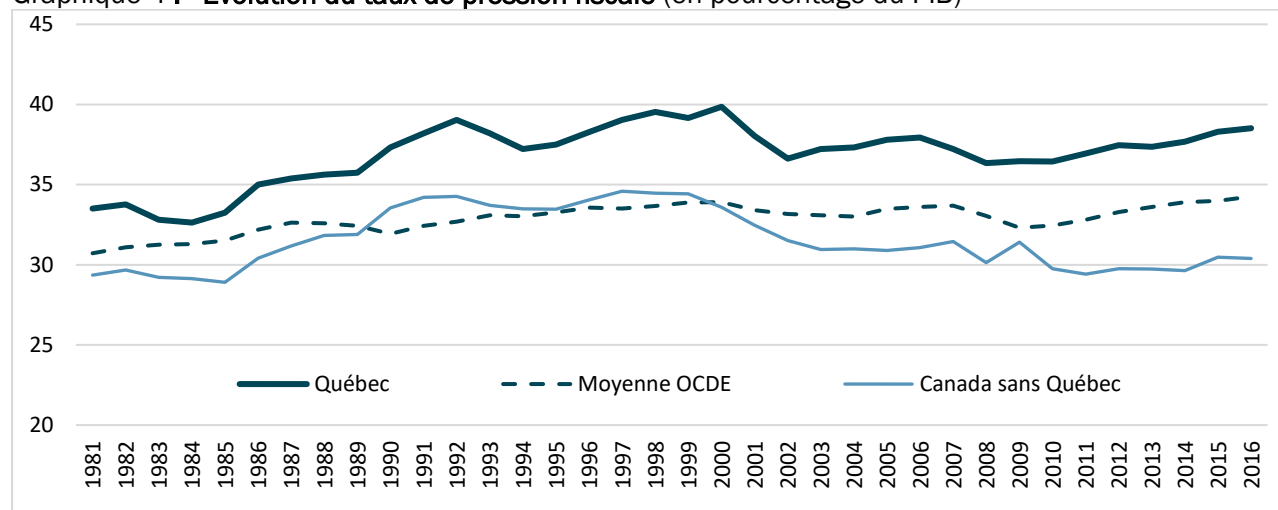
Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

Au sein des pays membres de l'OCDE, le taux de pression fiscale varie de 17,2 % au Mexique à 45,9 % au Danemark. Le Québec (38,5 %) a un taux de pression fiscale supérieur à la moyenne de l'OCDE² (34,3 %) et supérieur à celui de 25 pays membres de l'OCDE sur 35. Ainsi, seulement 10 pays avaient un poids plus élevé que le Québec. De surcroît, le poids de la fiscalité observé au Québec se situe également au-dessus de celui du Canada (31,7 %), du Canada sans le Québec³ (30,4 %) et des États-Unis (26,0 %). Le taux de pression fiscale du Québec se rapproche davantage de celui des pays européens que de celui de ses voisins nord-américains, y compris les autres provinces canadiennes.

² Sauf indication contraire, les moyennes de l'OCDE présentées dans le présent document sont des moyennes arithmétiques (non pondérées).

³ Pour calculer la donnée « Québec sans le Québec », les recettes fiscales du Québec sont soustraites des recettes fiscales du Canada compilées par l'OCDE et le PIB québécois est soustrait du PIB du Canada.

Graphique 4 : Évolution du taux de pression fiscale (en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

Un examen de l'évolution du taux de pression fiscale au Québec pour la période de 1981 à 2016 permet de faire certaines observations. D'abord, le poids de la fiscalité de 38,5 % du PIB en 2016, même s'il augmente progressivement depuis 2009, a diminué depuis son sommet de 39,9 % atteint en 2000. Cette réduction de 1,4 point de pourcentage du poids de la fiscalité de l'ensemble des administrations publiques représentait plus de 5,5 milliards de dollars en 2016.

Sous l'angle comparatif avec les pays membres de l'OCDE, l'écart entre le poids de la fiscalité au Québec et celui au sein de l'OCDE atteignait 4,2 points de pourcentage en 2016. Cet écart est supérieur à celui de 1981 (2,8 points de pourcentage), mais inférieur à celui de 2000 (6 points de pourcentage). Le Québec, pour toute la période de 1981 à 2016, a toujours eu un taux de pression fiscale supérieur, tant à la moyenne des pays membres de l'OCDE qu'au Canada sans le Québec.

Si le poids de la fiscalité a globalement diminué au Québec depuis son sommet de 2000, l'analyse permet de constater qu'il a moins diminué qu'ailleurs au Canada. Alors que le poids de la fiscalité dans le Canada sans le Québec était similaire à celui des pays membres de l'OCDE jusqu'à l'année 2000, depuis, la diminution est manifeste. Le poids de la fiscalité dans le reste du Canada est alors maintenant plus près de celui des États-Unis (26,0 % en 2016) que de celui du Québec. En 2016, l'écart entre le Québec et le Canada sans le Québec était de 8,1 points de pourcentage. Tant pour le Québec que pour la moyenne des pays de l'OCDE, on observe une tendance à la hausse depuis 2008.

Tableau 6 : Comparaison du poids de la fiscalité relativement à son évolution entre 1981 et 2016, sauf indication contraire (en pourcentage du PIB)

Pays	2016	2000	1981	Variation 2000-2016	Variation 1981-2016
Grèce	38,6	33,4	20,9	5,2	17,7
Italie	42,9	40,6	29,8	2,3	13,0
Turquie	25,5	23,6	13,8	1,9	11,7
Portugal	34,4	31,1	23,1	3,3	11,2
Espagne	33,5	33,2	23,2	0,3	10,3
Corée	26,3	21,5	16,8	4,8	9,5
Finlande	44,1	45,8	37,3	-1,7	6,9
Islande	36,4	36,2	30,0	0,2	6,3
France	45,3	43,1	39,5	2,2	5,8
Japon	30,7	25,8	25,1	5,0	5,6
Danemark	45,9	46,9	40,7	-0,9	5,2
Suisse	27,8	27,4	23,4	0,4	4,4
Québec	38,5	39,9	33,5	-1,3	5,0
Belgique	44,2	43,5	40,8	0,6	3,4
Mexique	17,2	13,1	14,1	4,1	3,1
Autriche	42,7	42,4	39,7	0,3	2,9
Luxembourg	37,1	36,9	35,1	0,2	2,0
Australie	28,2	30,4	26,4	-2,2	1,9
Allemagne	37,6	36,2	35,9	1,3	1,7
Nouvelle-Zélande	32,1	32,5	31,1	-0,5	1,0
États-Unis	26,0	28,2	25,9	-2,2	0,1
Pays-Bas	38,8	37,2	39,4	1,6	-0,6
Suède	44,1	49,0	45,0	-4,9	-0,9
Canada	31,7	34,8	32,7	-3,1	-1,0
Royaume-Uni	33,2	33,2	34,5	0,0	-1,3
Norvège	38,0	41,9	43,4	-3,9	-5,4
Irlande	23,0	30,8	31,1	-7,7	-8,1
Moyenne OCDE	34,3	33,9	30,7	0,4	3,5

Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

Note : Neuf pays sont absents du tableau, car aucune donnée n'est disponible pour eux en 1981. Il s'agit des pays suivants : Chili, Estonie, Hongrie, Israël, Lettonie, Pologne, République slovaque, République tchèque et Slovaquie.

Depuis 1981, le poids de la fiscalité du Canada et des États-Unis a peu varié et était, en 2016, inférieur à celui de la moyenne des pays de l'OCDE. Le Québec présente plutôt des similitudes avec, notamment, la Belgique et le Danemark, qui ont connu une hausse du poids de la fiscalité supérieure à la moyenne des pays membres de l'OCDE depuis 1981 (le poids de la fiscalité au Québec a connu une hausse de 5,0 points de pourcentage sur la période), et qui présentent un poids de la fiscalité supérieur à celui de la moyenne de l'OCDE en 2016.

Lorsqu'on analyse la période de 1981 à 2016, on constate que 20 pays, en plus du Québec, ont vu leur pression fiscale augmenter alors que seulement 6 ont connu une baisse. Si on réduit la période analysée aux années 2000 à 2016, on constate que 16 pays ont vu leur pression fiscale augmenter contre 10, en plus du Québec, pour lesquels il y a eu une baisse. Toutefois, alors que 8 pays ont vu leur charge fiscale augmenter de plus de 6 points de pourcentage pour la période 1981 à 2016, aucun n'a subi une hausse aussi importante pour la période de 2000 à 2016.

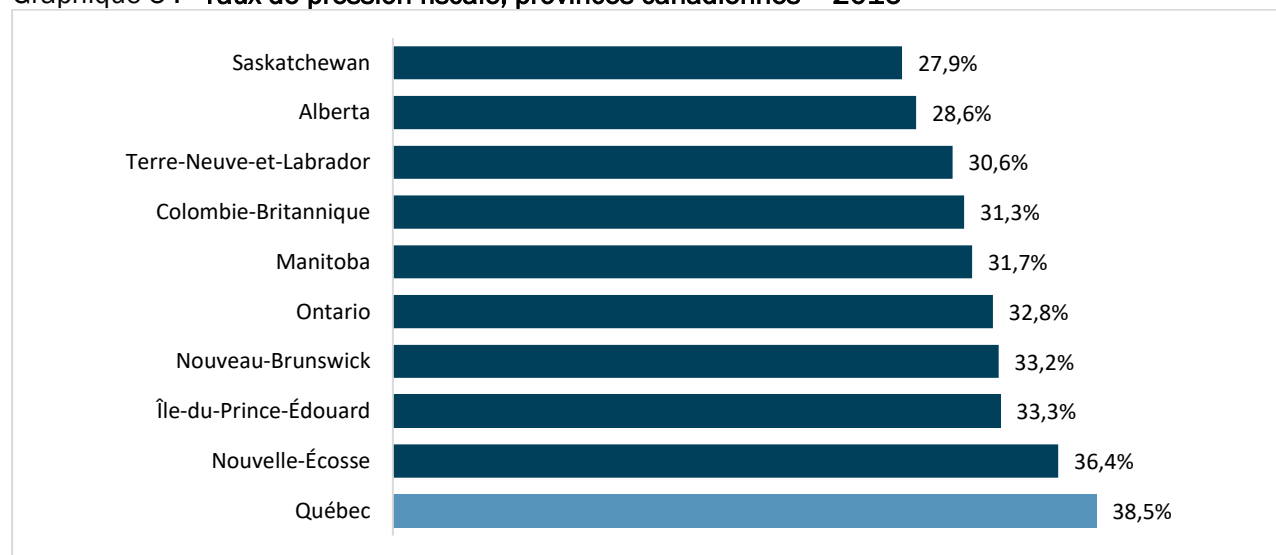
Comparaisons interprovinciales

Selon les plus récentes données de Statistique Canada⁴, le Québec était toujours la province où le taux de pression fiscale était le plus élevé, soit à 38,5 % en 2016. Globalement, il se dessine trois groupes de provinces. Le premier est composé des trois provinces exploitant des hydrocarbures et où les taux de pressions fiscales sont les plus bas. L'écart entre ces provinces et le reste du Canada s'est toutefois beaucoup réduit dans la dernière année. Le second groupe est, quant à lui, composé de cinq provinces dont les taux sont relativement au même niveau que celui de la moyenne canadienne. Finalement, un troisième groupe est composé de deux provinces ayant des taux de pressions fiscales significativement plus élevés (Nouvelle-Écosse et Québec) que l'ensemble des autres provinces du Canada.

Pendant la période de 2008 à 2016, la pression fiscale a augmenté dans huit des dix provinces canadiennes. Terre-Neuve-et-Labrador est la province dont le taux de pression fiscale a le plus augmenté (9,4 points de pourcentage), suivie de l'Alberta (3,8 points de pourcentage) et de la Saskatchewan (3,6 points de pourcentage). Le Québec (2,2 points de pourcentage) vient au cinquième rang des provinces où la variation du taux de pression fiscale a été la plus importante et se retrouve au-dessus de la moyenne canadienne (-0,1 point de pourcentage), laquelle a été largement influencée par la baisse de pression fiscale de l'Ontario (-1,0 point de pourcentage).

⁴ Statistique Canada a effectué une révision des comptes économiques provinciaux en 2016, et donc des tableaux détaillés portant sur les administrations publiques des provinces. Toutefois, la révision débute en 2007, ce qui explique qu'il y a un bris dans les graphiques présentant l'évolution de données depuis 1981.

Graphique 5 : Taux de pression fiscale, provinces canadiennes – 2016



Source : Statistique Canada, Tableaux CANSIM 384-0047 et CANSIM 384-0037.

Tableau 7 : Évolution du taux de pression fiscale des provinces canadiennes (en pourcentage du PIB)

Provinces	2016	2008	Variation
Alberta	28,6	24,8	3,8
Saskatchewan	27,9	24,2	3,6
Terre-Neuve-et-Labrador	30,6	21,2	9,4
Colombie-Britannique	31,3	31,2	0,1
Manitoba	31,7	30,9	0,8
Nouveau-Brunswick	33,2	31,7	1,5
Ontario	32,8	33,8	-1,0
Île-du-Prince-Édouard	33,3	33,6	-0,3
Nouvelle-Écosse	36,4	33,1	3,4
Québec	38,5	36,3	2,2

Source : Statistique Canada, Tableaux CANSIM 384-0047 et CANSIM 384-0037.

MANIÈRES DE PRÉLEVER



Chaire en
fiscalité et en
finances publiques

Après avoir vu le poids de la fiscalité, il faut également comparer la structure fiscale des juridictions, soit les outils utilisés pour prélever les recettes fiscales. En effet, un gouvernement peut taxer le revenu gagné annuellement par ses citoyens, mais il peut aussi imposer les sociétés sur le bénéfice qu'elles réalisent, sur le capital qu'elles détiennent ou encore sur les salaires qu'elles versent. L'État peut aussi taxer la consommation, la richesse ou mettre en place des cotisations de sécurité sociale. Par ailleurs, ces différentes formes d'imposition ne ciblent pas les mêmes contribuables, et n'ont pas les mêmes répercussions sur l'économie.

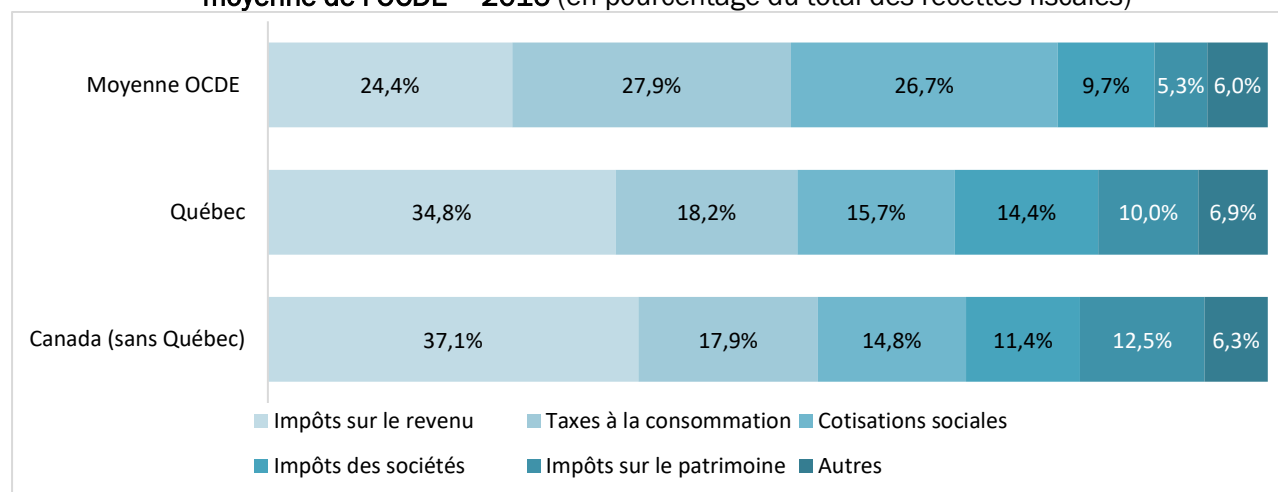
La manière de prélever les recettes fiscales affecte la population dans ses choix et peut donc créer des distorsions dans l'économie. En effet, le choix d'un mode d'imposition plutôt qu'un autre n'est pas neutre. Par exemple, la taxe sur le capital des sociétés, si elle assure une assiette fiscale stable à court terme, peut réduire les investissements et l'attraction du capital à long terme. De même, étant donné sa structure progressive, l'impôt sur le revenu des particuliers permet de fixer la charge d'impôt selon diverses caractéristiques socioéconomiques. Selon le taux appliqué, l'imposition des revenus peut réduire l'incitation au travail, à l'épargne ou à l'investissement à long terme. Retenons que chaque mode d'imposition a des avantages et des inconvénients et qu'il faut éviter d'être dépendant d'une source d'imposition en particulier.

Avant de comparer la structure fiscale en vigueur au Québec avec celle du Canada dans son ensemble ou avec la moyenne de l'OCDE, il convient de signaler que la moyenne des structures fiscales d'un regroupement n'a pas de vertu précise. Elle offre toutefois un étalon de comparaisons.

Les structures fiscales des pays membres de l'OCDE demeurent aujourd'hui contrastées. Il faut en retenir qu'il n'existe donc pas de manière uniforme d'imposer, qui serait applicable d'un pays à un autre. On ne peut faire fi du fait que la structure fiscale d'un pays donné demeure intimement liée à sa propre évolution historique. Toutefois, même si certaines disparités semblaient jusqu'à tout récemment liées à une évolution isolée des politiques fiscales nationales, l'évolution récente de la manière d'imposer indique néanmoins une certaine convergence qu'il faut prendre en compte.



Graphique 6 : Comparaison de la structure fiscale au Québec, au Canada sans le Québec et pour la moyenne de l'OCDE – 2016 (en pourcentage du total des recettes fiscales)



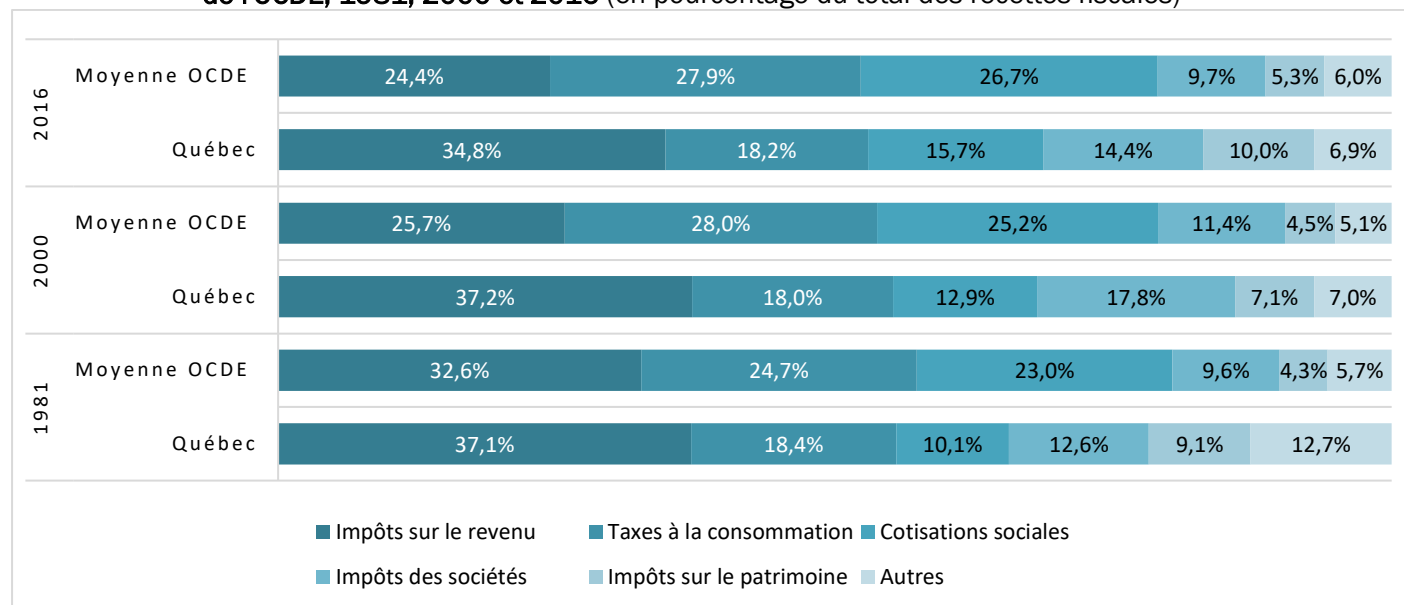
Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

Notes : Les impôts des sociétés incluent les impôts sur les profits, les taxes sur la masse salariale et les taxes sur le capital. Les impôts sur le patrimoine excluent les taxes sur le capital. Les taxes à la consommation incluent les impôts sur les biens et services et les taxes d'accise.

Les impôts sur le revenu représentent une proportion significativement plus grande du total des recettes fiscales collectées au Québec (34,8 %) qu'en moyenne dans les pays membres de l'OCDE (24,4 %). Inversement, l'utilisation des taxes à la consommation comme source de revenus est nettement plus répandue en moyenne dans les pays membres de l'OCDE puisque ceux-ci en retirent 27,9 % de leurs recettes fiscales, comparativement à 18,2 % pour le Québec. Un constat similaire apparaît du côté des cotisations sociales. Par ailleurs, tant en matière des impôts des sociétés qu'en matière des impôts sur le patrimoine, le poids relatif est plus grand au Québec. Les impôts des sociétés représentent 14,4 % des recettes fiscales au Québec contre 9,7 % pour la moyenne de l'OCDE. Dans le cas des impôts sur le patrimoine, le poids relatif est respectivement de 10,0 % et de 5,3 %.

Si l'on compare la manière de prélever les recettes fiscales au Québec à celle qui prévaut au Canada sans le Québec, il y a une grande similitude dans l'importance relative des divers modes d'imposition. En effet, la comparaison des structures fiscales des provinces canadiennes permet de constater que, en général, il y a une uniformité dans la manière de prélever au Canada. Cela n'empêche pas que certaines provinces se distinguent des autres dans leur choix pour la manière de prélever.

Graphique 7 : Évolution de la structure fiscale au Québec, au Canada sans le Québec et pour la moyenne de l'OCDE, 1981, 2000 et 2016 (en pourcentage du total des recettes fiscales)

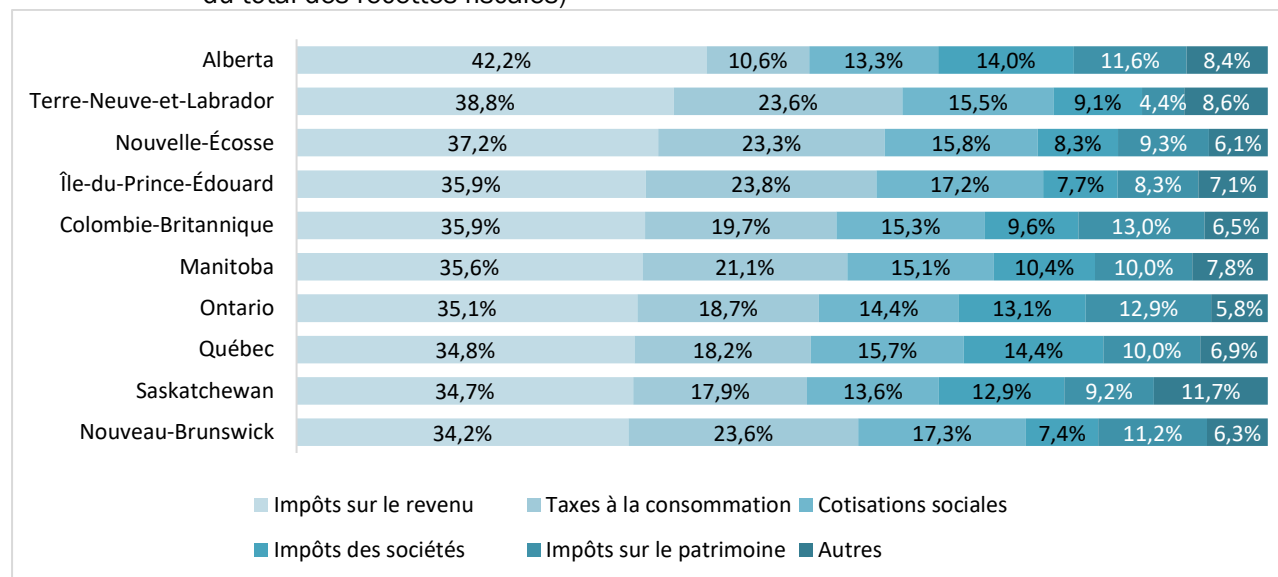


Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

La structure fiscale du Québec est dominée par les impôts sur le revenu, tant en 1981 qu'en 2000 et en 2016. Le poids des recettes lié aux taxes à la consommation en proportion des recettes fiscales totales est demeuré similaire pour chacune de ces trois années analysées. Le poids des cotisations sociales est passé de 10,1 % des recettes fiscales totales en 1981 à 12,9 % en 2000 et à 15,7 % en 2016. Pour les impôts des sociétés, le poids a augmenté entre 1981 et 2000 pour ensuite diminuer en 2016. Les autres recettes ont fondu, principalement en raison de la diminution des droits de douanes.

Dans la moyenne des pays de l'OCDE, la proportion des recettes fiscales provenant des impôts sur le revenu en proportion des recettes fiscales totales a diminué. Les impôts sur le revenu étaient la source de recettes fiscales la plus importante en 1981. Ils étaient au deuxième rang derrière les taxes à la consommation en 2000 et se retrouvent désormais en troisième place derrière les cotisations sociales. Les recettes en provenance des impôts des sociétés, des impôts sur le patrimoine et des autres impôts ont conservé une proportion similaire des recettes fiscales totales pour les trois années analysées.

Graphique 8 : Comparaison de la structure fiscale des provinces canadiennes – 2016 (en pourcentage du total des recettes fiscales)



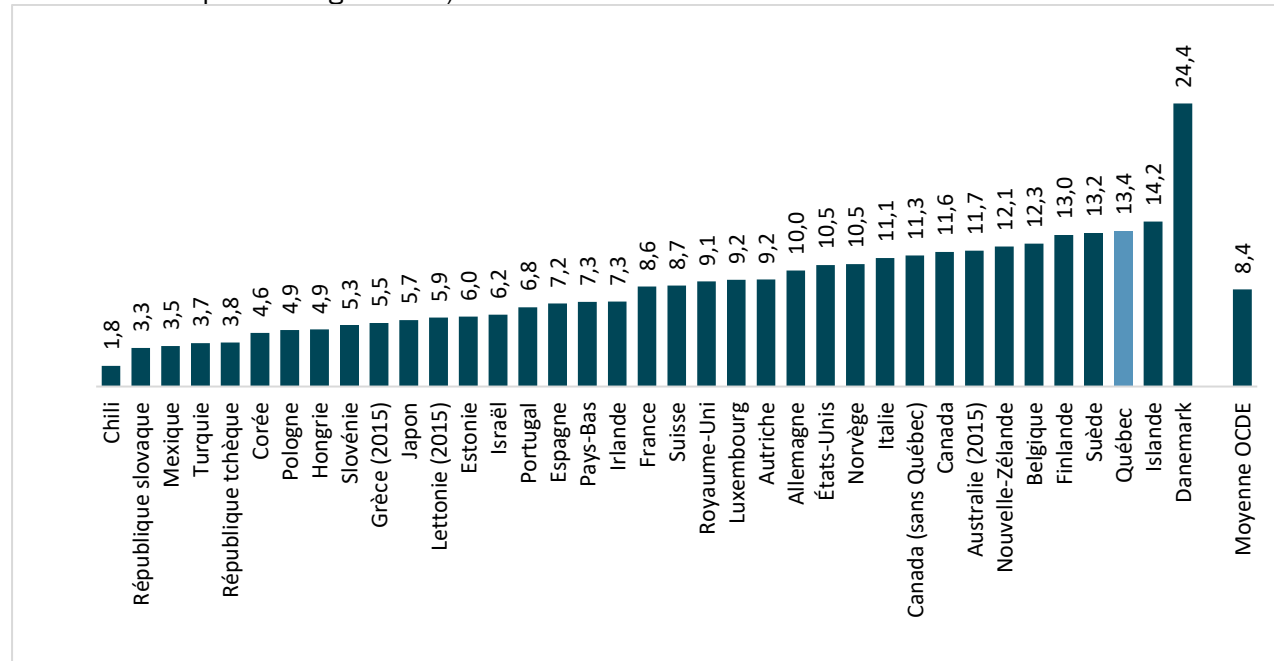
Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

Note : Les impôts des sociétés incluent les impôts sur les profits, les taxes sur la masse salariale et les taxes sur le capital.

Pour l'ensemble des provinces, l'impôt des particuliers représente la plus grande proportion des recettes fiscales perçues. Toutefois, il existe un écart significatif pour la proportion des recettes fiscales perçues par l'impôt des sociétés et des taxes à la consommation. En effet, alors que l'impôt des sociétés représente 14,4 % des revenus fiscaux du Québec, elle ne représente que 7,4 % de ceux du Nouveau-Brunswick. À l'inverse, 23,6 % des recettes fiscales de cette province maritime proviennent des taxes à la consommation alors que l'Alberta n'en retire que 10,6 %. Finalement, une différence significative existe entre Terre-Neuve-et-Labrador et l'ensemble des autres provinces pour la proportion des revenus fiscaux liés à l'impôt sur le patrimoine alors que cette proportion n'est que de 4,4 % par rapport à 11,6 % en moyenne pour l'ensemble du Canada.

Impôts sur le revenu

Graphique 9 : Poids des impôts sur le revenu des particuliers – 2016, sauf indication contraire (en pourcentage du PIB)

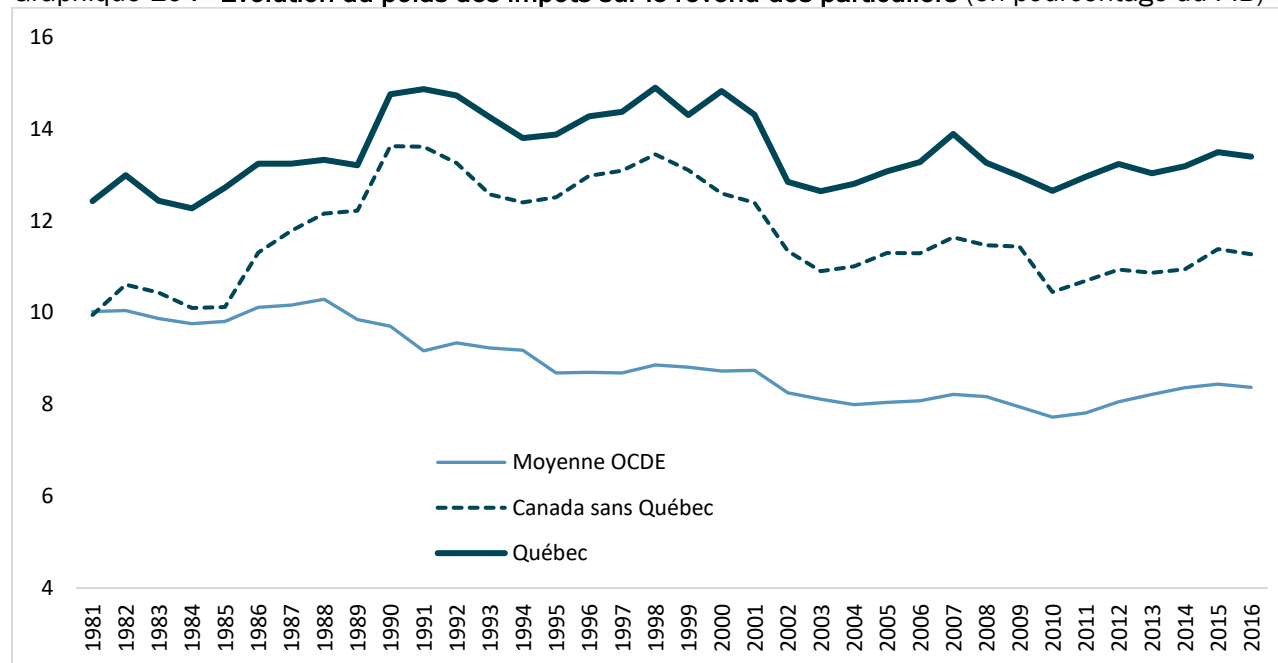


Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

Un examen portant exclusivement sur les impôts sur le revenu des particuliers en proportion du PIB, comme celui que fait l'OCDE dans sa publication annuelle *Statistiques des recettes publiques*, indique que les pays présentent des taux variant de 1,8 % au Chili à 24,4 % au Danemark. Avec 13,4 %, le Québec arrive au troisième rang des juridictions où les impôts sur le revenu des particuliers sont les plus élevés en proportion du PIB, ce qui témoigne que le Québec est un très grand utilisateur de ce mode d'imposition. Le taux du Québec se situe nettement au-dessus de la moyenne de l'OCDE (8,4 %).

Le Canada et le Canada sans le Québec arrivent respectivement en 9^e et 10^e position, aussi au-dessus de la moyenne de l'OCDE.

Graphique 10 : Évolution du poids des impôts sur le revenu des particuliers (en pourcentage du PIB)

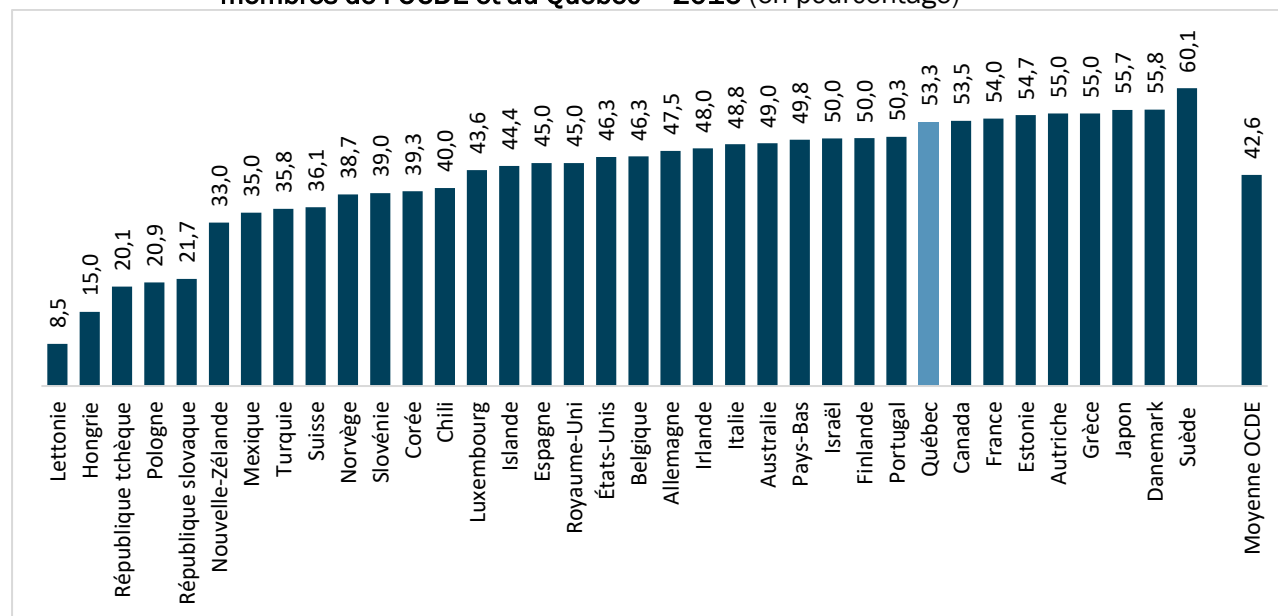


Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

Le poids des impôts sur le revenu des particuliers a diminué au Québec depuis le début des années 2000 (de 14,8 % du PIB en 2000 à 13,4 % en 2016). Par contre, au cours des trente dernières années, il a constitué une ponction plus importante au Québec que dans la moyenne de l'OCDE. Le poids des impôts sur le revenu au Québec se situait à un niveau à peine légèrement plus élevé qu'au début des années 1980, mais son évolution contraste avec les membres de l'OCDE, où le taux moyen a connu une baisse constante passant d'environ 10,0 % en 1981 à 8,4 % en 2016. L'écart du Québec avec la moyenne de l'OCDE, même s'il a diminué à la fin des années 1990, est plus prononcé en 2016 qu'il ne l'était dans les années 1980, se situant à 5,0 points de pourcentage.

L'écart entre le Québec et les autres provinces canadiennes s'est creusé d'environ 1,0 point de pourcentage depuis la fin des années 1980. En 2016, le poids additionnel des impôts sur le revenu en proportion du PIB au Québec était de 1,9 point de pourcentage.

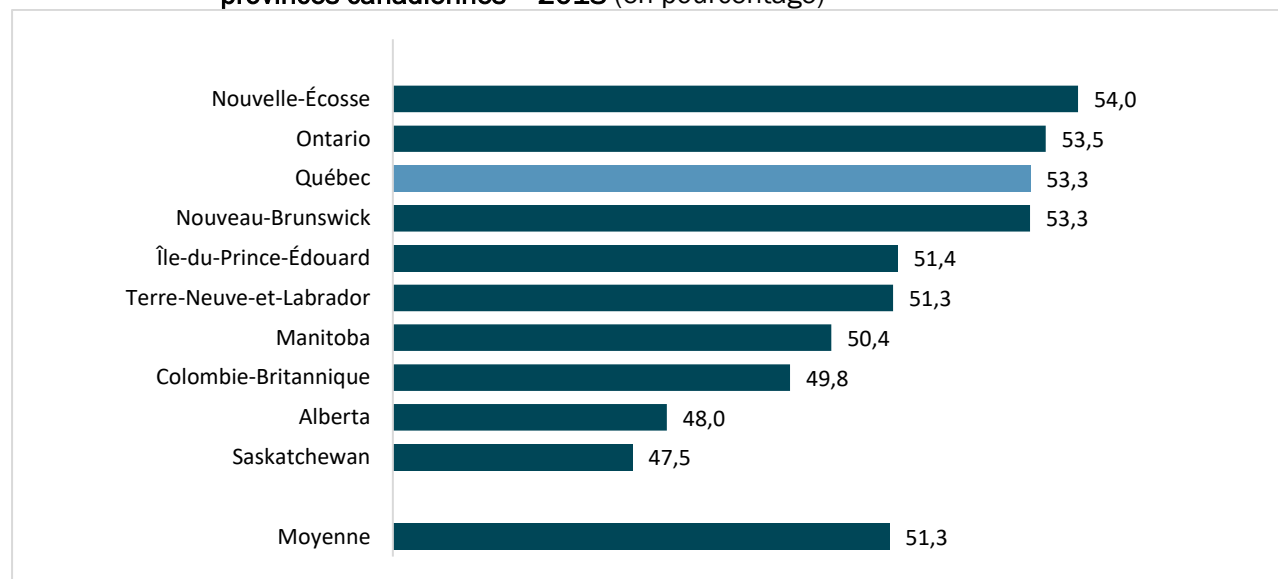
Graphique 11 : Taux maximal du barème d'imposition des revenus des particuliers au sein des pays membres de l'OCDE et au Québec – 2016 (en pourcentage)



Source : OCDE, Tax Database.

En 2016, le taux marginal maximal d'imposition des revenus des particuliers le plus élevé était de 60,1 % en Suède. Avec un taux maximal de 53,3 % en 2016, le Québec et le Canada (l'Ontario, 53,5 %) étaient devancés par seulement sept pays ayant un taux plus élevé. En regard du taux moyen de l'OCDE (42,6 %), le contraste est significatif.

Graphique 12 : Taux marginal maximal d'imposition combiné des revenus des particuliers au sein des provinces canadiennes – 2018 (en pourcentage)



Source : Agence du revenu du Québec et ministère des Finances du Québec.

Parmi les provinces canadiennes, le taux marginal maximal d'imposition des revenus des particuliers en 2018 va de 47,5 % en Saskatchewan à 54,0 % en Nouvelle-Écosse. Avec un taux de 53,3 %, le Québec se retrouve dans un groupe de quatre provinces dont les taux varient entre 53,3 % et 54 %.

Encadré 1 : Impôt sur le revenu des particuliers : 30 ans après la réforme Wilson

Fédéral			Québec		
1987			1987		
De	Jusqu'à	Taux	De	Jusqu'à	Taux
	1 320	6%		577	13%
1 320	2 639	16%	577	1 244	14%
2 639	5 279	17%	1 244	2 015	15%
5 279	7 918	18%	2 015	2 906	16%
7 918	13 197	19%	2 906	3 936	17%
13 197	18 476	20%	3 936	5 127	18%
18 476	23 755	23%	5 127	6 504	19%
23 755	36 952	25%	6 504	8 095	20%
36 952	63 347	30%	8 095	9 935	21%
63 347		34%	9 935	12 061	22%
			12 061	14 519	23%
			14 519	18 820	24%
			18 820	26 347	25%
			26 347	39 169	26%
			39 169	61 608	27%
			61 608		28%

1988			1988		
De	Jusqu'à	Taux	De	Jusqu'à	Taux
	27 500	17%		7 000	16%
27 500	55 000	26%	7 000	14 000	20%
55 000		29%	14 000	23 000	22%
			23 000	50 000	25%
			50 000		26%

est que le nombre de contribuables imposables a augmenté. Mesurés en proportion de l'ensemble de la population de 15 ans et plus, les contribuables imposables sont passés de 56,4 % en 1987 à 59,5 % en 2014.

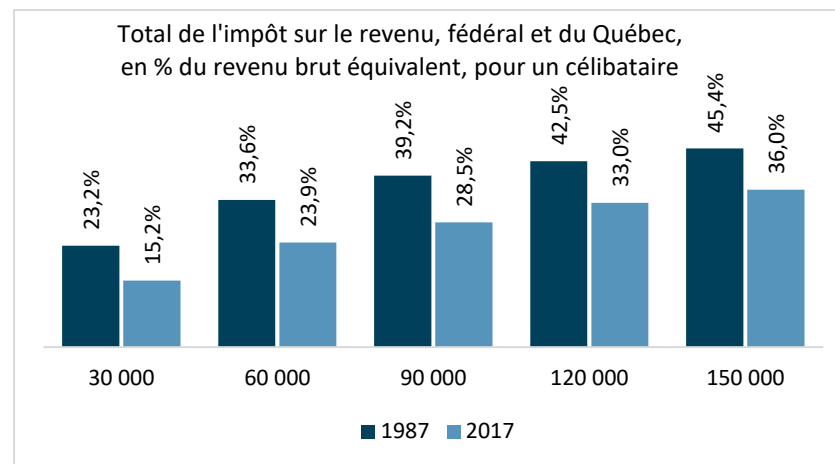
Les années 1987-1988 marquent un changement majeur de l'impôt sur le revenu des particuliers, notamment aux barèmes fédéral et du Québec.

Ainsi, le barème fédéral est passé de 10 à 3 taux et, celui du Québec, de 16 à 5 taux. Dans les deux cas, le taux maximum a aussi été réduit, de 34 % à 29 % au fédéral et de 28 % à 26 % au Québec. Ce n'est qu'en 2016 qu'une nouvelle tranche avec un nouveau taux maximum à 33 % a été ajouté au barème fédéral. Au Québec, ce taux maximum a diminué de nouveau jusqu'à 24 % en 2002, taux qui a été augmenté à 25,75 %, avec l'ajout d'une tranche de revenus, en 2013. Aujourd'hui, le barème fédéral a 5 taux et, celui du Québec, 4 taux.

Le poids des impôts sur le revenu des particuliers en pourcentage du PIB a quant à lui varié entre 1987 et aujourd'hui (voir graphique 10), mais, en 1987, il était à un taux équivalant à celui de 2016 (13,2 % en 1987 et 13,4 % en 2016).

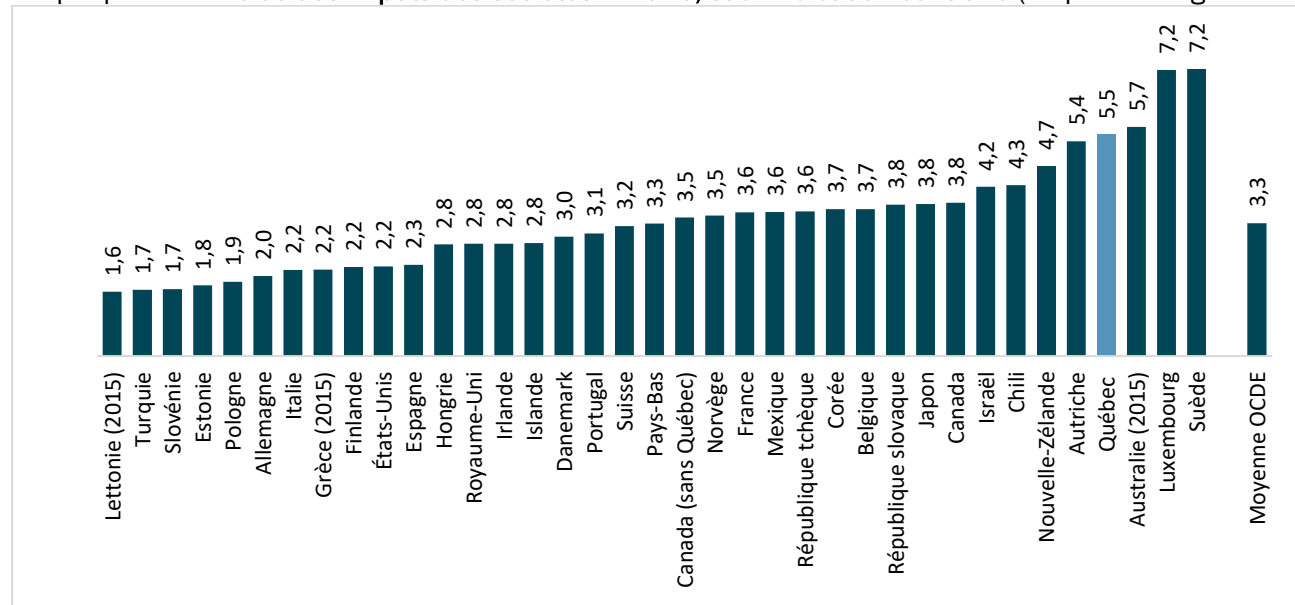
Or, même si le poids des impôts en pourcentage du PIB est resté pratiquement le même, les impôts fédéral et du Québec payés en pourcentage du revenu brut gagné par un contribuable célibataire ont diminué (voir graphique de cet encadré). Cela se vérifie aussi avec le taux d'imposition moyen à l'impôt sur le revenu du Québec uniquement, qui est passé de 10,7 % en 1987 à 9,4 % en 2013.

Au final, si le poids des impôts sur le revenu est similaire en proportion du PIB, mais que le taux moyen d'imposition a diminué, une explication



Impôts des sociétés

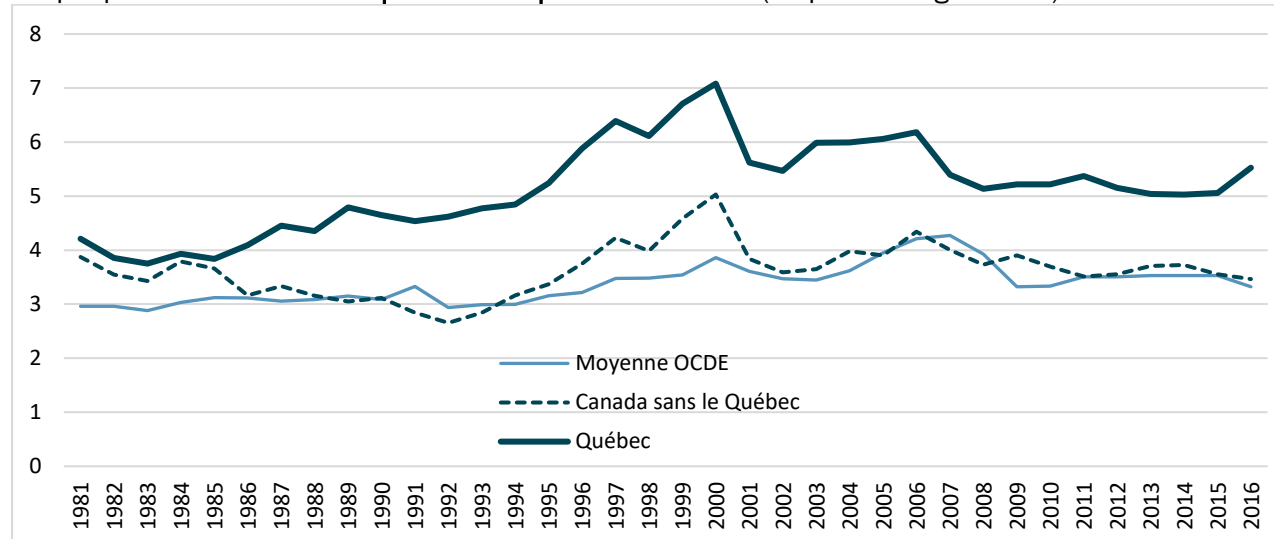
Graphique 13 : Poids des impôts des sociétés – 2016, sauf indication contraire (en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

Les impôts des sociétés sont composés ici des impôts sur le revenu, des taxes sur la masse salariale et des taxes sur le capital. En proportion du PIB, le poids de ces prélèvements fiscaux au sein des pays membres de l'OCDE varie de 1,6 % pour la Lettonie à 7,2 % au Luxembourg et en Suède. Le Québec (5,5 %) se situe au-dessus de la moyenne de l'OCDE (3,3 %), alors que seulement trois pays ont un poids des impôts des sociétés plus élevé en proportion du PIB. Le Canada sans le Québec (3,5 %) se situe nettement plus près de la moyenne de l'OCDE.

Graphique 14 : Évolution du poids des impôts des sociétés (en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

Les données indiquent également que les sociétés paient plus d'impôts en proportion de l'économie en 2016 qu'elles n'en payaient en 1981 au Québec (+1,3 point de pourcentage) et en moyenne à l'OCDE (+0,4 point de pourcentage), mais moins dans le reste du Canada (-0,4 point de pourcentage). Le poids de la fiscalité des sociétés au Québec est supérieur à celui de la moyenne de l'OCDE pour l'ensemble de la période de 1981 à 2016. Toutefois, l'écart qui s'était creusé en 2000 s'est depuis résorbé à 2,2 points de pourcentage. De même, pour l'ensemble de la période étudiée, le poids de la fiscalité des sociétés au Québec est supérieur à celui du Canada sans le Québec. Alors qu'il n'y avait pratiquement pas d'écart jusqu'en 1985 (0,1 point de pourcentage), il y a maintenant 2,0 points de pourcentage qui séparent le Québec de l'ensemble des autres provinces canadiennes.

Tableau 8 : Taux d'imposition combinés sur le revenu des sociétés – 2007 et 2017 (en pourcentage)

	2017	2007	Variation		2017	2007	Variation
Hongrie	9,0	20,0	-11,0	Chili	25,0	17,0	8,0
Irlande	12,5	12,5	0,0	Pays-Bas	25,0	25,5	-0,5
Lettonie	15,0	15,0	0,0	Espagne	25,0	32,5	-7,5
République tchèque	19,0	24,0	-5,0	Canada (Ontario)	26,7	34,0	-7,3
Pologne	19,0	19,0	0,0	Québec	26,8	32,0	-5,2
Slovénie	19,0	23,0	-4,0	Luxembourg	27,1	29,6	-2,6
Royaume-Uni	19,0	30,0	-11,0	Italie	27,8	37,3	-9,4
Estonie	20,0	22,0	-2,0	Nouvelle-Zélande	28,0	33,0	-5,0
Finlande	20,0	26,0	-6,0	Grèce	29,0	25,0	4,0
Islande	20,0	18,0	2,0	Portugal	29,5	26,5	3,0
Turquie	20,0	20,0	0,0	Japon	30,0	39,5	-9,6
République slovaque	21,0	19,0	2,0	Australie	30,0	30,0	0,0
Suisse	21,1	21,3	-0,2	Mexique	30,0	28,0	2,0
Danemark	22,0	25,0	-3,0	Allemagne	30,2	38,9	-8,7
Suède	22,0	28,0	-6,0	Belgique	34,0	34,0	0,0
Israël	24,0	29,0	-5,0	France	34,4	34,4	0,0
Norvège	24,0	28,0	-4,0	États-Unis	38,9	39,3	-0,4
Corée	24,2	27,5	-3,3				
Autriche	25,0	25,0	0,0	Moyenne OCDE	24,2	26,8	-2,6

Sources : Ministère des Finances du Québec et OCDE, OECD.Stat au 1^{er} décembre 2017.

L'analyse de l'évolution du taux d'imposition applicable sur le revenu des sociétés pour l'ensemble des pays membres de l'OCDE permet de dégager une nette tendance à la baisse. En l'espace de 10 ans, le taux moyen de l'OCDE est passé de 26,8 % en 2007 à 24,2 % en 2017. Vingt-et-un pays, en plus du Québec, ont réduit leur taux d'imposition, contre six qui le haussaient et huit pays qui le laissaient inchangé. Sept pays ont réduit leur taux d'imposition des sociétés de 7,0 points de pourcentage ou plus. Les réductions les plus significatives sont observées au Royaume-Uni (-11 points de pourcentage) et en Hongrie (-11 points de pourcentage).

Le Québec et le Canada (Ontario) s'inscrivent dans la mouvance de l'OCDE avec des réductions marquées des taux au cours de la période analysée, respectivement de 5,2 et de 7,3 points de pourcentage. En 2017, le Québec (26,8 %) et le Canada (26,7 %) se sont rapprochés de la moyenne de l'OCDE (24,2 %) et se trouvent en milieu de peloton.

Avec respectivement 22 % et 20 %, des pays scandinaves comme la Suède et la Finlande offrent des taux inférieurs à la moyenne de l'OCDE. La Hongrie (9,0 %) offre le taux d'imposition des sociétés le plus bas des juridictions analysées en 2017, alors qu'en 2007, c'est l'Irlande (12,5 %) qui offrait le plus bas taux.

Pendant ce temps, les taux applicables aux États-Unis (38,9 %) comme en France (34,4 %) sont élevés et n'ont pratiquement pas bougé entre 2007 et 2017. Aujourd'hui, ils se retrouvent avec les taux les plus élevés de l'OCDE. Les annonces récentes d'une réforme fiscale aux États-Unis pourraient assurément faire changer cet état de fait.

Tableau 9 : Taux d'imposition sur le revenu des sociétés – 2018 (en pourcentage)

	Sur revenu admissible à la déduction pour petites entreprises (DPE)	Taux combiné	Sur revenu général non admissible à la déduction pour petites entreprises (DPE)	Taux combiné
Fédéral	10,0 %	s.o.	15,0 %	s.o.
Terre-Neuve et Labrador	3,0 %	13,0 %	15,0 %	30,0 %
Île-du-Prince-Édouard	4,5 %	14,5 %	16,0 %	31,0 %
Nouvelle-Écosse	3,0 %	13,0 %	16,0 %	31,0 %
Nouveau-Brunswick	3,0 %	13,0 %	14,0 %	29,0 %
Québec	8,0 %	18,0 %	11,7 %	26,7 %
Ontario	4,5 %	14,5 %	11,5 %	26,5 %
Manitoba	0,0 %	10,0 %	12,0 %	27,0 %
Saskatchewan	2,0 %	12,0 %	11,5 %	26,5 %
Alberta	2,0 %	12,0 %	12,0 %	27,0 %
Colombie-Britannique	2,0 %	12,0 %	12,0 %	27,0 %

Sources : Agence de revenu du Canada, Ministère des Finances du Québec, Budgets des provinces et du fédéral.

Au Canada, en tenant compte des annonces de l'année 2017, les taux d'imposition combinés des sociétés sur le revenu admissible à la déduction pour petites entreprises (DPE) variera d'un minimum de 10 % au Manitoba à un maximum de 18 % au Québec. Puis, pour le taux général des sociétés, il varie de 26,5 % en Ontario et en Saskatchewan à 31 % à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse. Avec 26,7 %. Le Québec a le deuxième plus bas taux.

Le taux d'imposition sur le revenu des sociétés est un élément important quand on analyse la fiscalité des sociétés, mais il faut également porter une attention particulière au taux effectif marginal d'imposition de l'investissement. Il s'agit d'une façon classique de mesurer le poids de l'imposition sur les nouveaux investissements. Ce taux représente la fraction du taux de rendement d'un nouvel investissement capté par les impôts sur le revenu, les taxes sur le capital, les taxes sur les intrants et les diverses autres dispositions fiscales. Par exemple, si le rendement avant impôt sur la dernière tranche de 100 \$ de capital investi était de 10 \$ et que le rendement après impôt était de 8 \$, une fois pris en compte l'ensemble de la fiscalité, le taux marginal d'imposition serait donc de 20 % (2/10).

Tableau 10 : Taux effectif marginal d'imposition de l'investissement – 2005 et 2015 (en pourcentage)

	2015	2005	Variation		2015	2005	Variation
Slovénie	5,4	14,7	-9,3	Québec	17,1	36,1	-19
Turquie	5,7	11,0	-5,3	Lettonie	17,8	6,2	11,6
Chili	6,8	4,8	2,0	Mexique	17,3	17,4	-0,1
Italie	8,3	32,5	-24,2	Belgique	18,4	22,9	-4,5
Suisse	10,0	15,9	-5,9	République tchèque	19,0	24,0	-5,0
Irlande	10,4	10,4	0	Canada (Ontario)	20,0	38,8	-18,8
Estonie	10,6	13,4	-2,8	Nouvelle-Zélande	20,9	20,1	0,8
Grèce	11,3	17,3	-6,0	Portugal	20,9	19,3	1,6
Pologne	11,5	13,3	-1,8	Espagne	22,2	28,4	-6,2
Luxembourg	12,5	14,9	-2,4	Royaume-Uni	22,9	29,7	-6,8
Finlande	12,6	17,0	-4,4	Norvège	23,0	23,9	-0,9
Islande	12,7	11,3	1,4	Autriche	23,5	23,5	0
Hongrie	15,1	13,2	1,9	Allemagne	23,8	33,8	-10,0
Suède	15,2	19,8	-4,6	Corée	24,1	26,9	-2,8
Israël	15,5	18,7	-3,2	Australie	25,7	25,7	0
République slovaque	15,6	13,0	2,6	États-Unis	34,6	35,2	-0,6
Danemark	17,0	20,6	-3,6	France	36,1	35,1	1,0
Pays-Bas	17,1	22,2	-5,1	Japon	42,1	45,8	-3,7
				Moyenne OCDE	17,9	21,2	-3,3

Source : Jack Mintz et Philip Bazel (2016), « The 2015 Global Tax Competitiveness Report: Canada is losing its attractiveness », *SPP Research Papers*, vol. 8, no 4, Université de Calgary, The School of Public Policy.

Pour l'OCDE, ce taux effectif marginal d'imposition de l'investissement s'établissait à 17,9 % en 2015. Avec les changements comme l'abolition des taxes sur le capital et la réduction des taux des impôts sur le revenu des sociétés, les taux effectifs marginaux d'imposition de l'investissement du Québec (36,1 %) et de l'Ontario (38,8 %) sont maintenant sous la moyenne de l'OCDE pour le Québec et légèrement au-dessus de la moyenne de l'OCDE pour l'Ontario. Le Québec (17,1 %) a un taux plus intéressant pour les investisseurs que 17 des 35 pays membres de l'OCDE présentés ici.

Les États-Unis et la France sont restés avec des taux élevés, de 34,6 % et de 36,1 %, qui n'ont pratiquement pas bougé et qui sont beaucoup plus élevés que le taux de 17,9 % observé par la moyenne de l'OCDE. Aujourd'hui, ils se retrouvent avec les taux effectifs marginaux d'imposition sur l'investissement les plus élevés de l'OCDE. Mais, encore une fois, les annonces récentes d'une réforme fiscale aux États-Unis pourraient apporter des changements au taux américain.

Tableau 11 : Taux d'imposition sur le revenu distribué en dividendes – 2007 et 2017 (en pourcentage)

	2017	2007	Variation		2017	2007	Variation
Estonie	20,0	22,0	-2,0	Pays-Bas	43,8	47,2	-3,4
République slovaque	26,5	19,0	7,5	Japon	44,2	45,6	-1,4
Lettonie	23,5	15,0	8,5	Royaume-Uni	44,4	47,5	-3,1
République tchèque	31,2	35,4	-4,3	Suède	45,4	49,6	-4,2
Hongrie	22,7	48,0	-25,4	Italie	46,4	41,4	5,0
Nouvelle-Zélande	33,0	39,0	-6,0	Norvège	46,6	48,2	-1,6
Turquie	34,0	34,0	0,0	Allemagne	48,6	52,5	-3,9
Pologne	34,4	34,4	0,0	Australie	49,0	46,5	2,5
Islande	36,0	26,2	9,8	Israël	49,0	48,3	0,7
Grèce	36,1	29,0	7,1	Portugal	49,2	48,2	1,0
Slovénie	37,8	40,0	-2,2	Corée	51,0	48,7	2,3
Suisse	37,8	53,1	-15,3	Belgique	51,8	43,9	7,9
Chili	40,0	40,0	0,0	Danemark	54,8	59,0	-4,2
Mexique	42,0	29,0	13,0	Canada (Ontario)	55,5	50,5	5,0
Espagne	42,3	50,0	-7,7	Québec	56,0	52,2	3,8
Finlande	43,1	40,5	2,6	États-Unis	56,3	51,3	5,0
Luxembourg	43,4	44,0	-0,6	Irlande	57,1	49,3	7,8
Autriche	43,8	43,8	0,0	France	64,4	55,9	8,5
				Moyenne OCDE	42,5	42,2	0,3

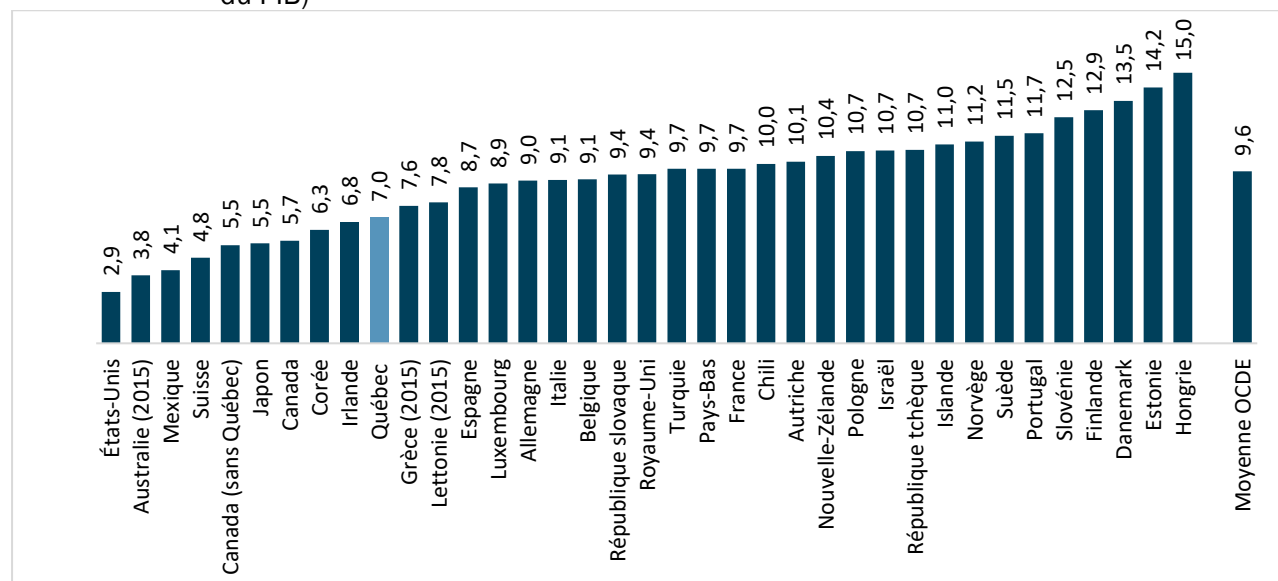
Sources : Ministère des Finances du Québec et OCDE, OECD.Stat au 11 décembre 2017.

La troisième perspective consiste à tenir compte de la fiscalité globale étant donné que les bénéfices des sociétés sont, en bout de piste, distribués à leurs actionnaires. Il s'avère intéressant de comparer la fiscalité globale sur les bénéfices des sociétés, incluant l'imposition du revenu au moment de leur distribution sous forme de dividendes aux actionnaires. Sous cet angle, l'imposition des bénéfices distribués en dividendes est nettement plus élevée au Québec (56,0 %) et en Ontario (55,5 %) en regard de la moyenne de l'OCDE (42,5 %). Seulement trois des 35 pays membres de l'OCDE présentés ici imposent plus fortement les dividendes distribués que le Québec et l'Ontario.

Comme dans les deux indicateurs précédents, les États-Unis et la France, avec respectivement des taux de 56,3 % et 64,4 % sur les dividendes distribués, comptent parmi les taux les plus élevés de l'OCDE.

Taxes à la consommation

Graphique 15 : Poids des taxes à la consommation – 2016, sauf indication contraire (en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

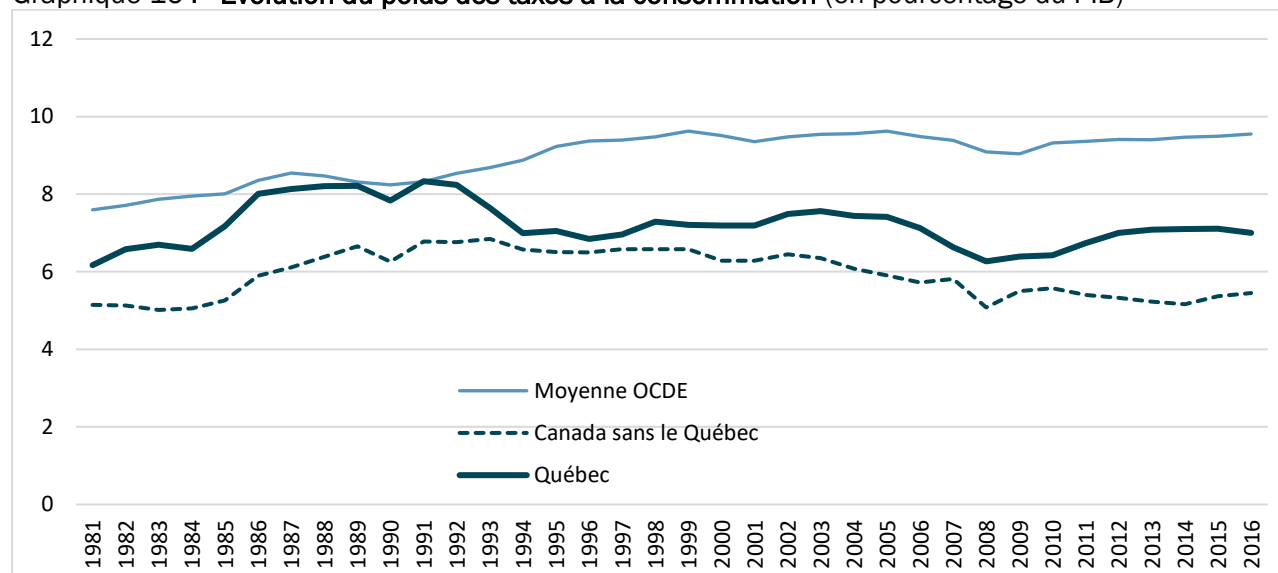
Le poids des taxes à la consommation (taxes de vente, spécifiques et d'accise) en proportion du PIB au sein des pays membres de l'OCDE varie de 2,9 % aux États-Unis à 15,0 % en Hongrie. Le Québec (7,0 %) se situe sous la moyenne de l'OCDE (9,6 %), alors que seulement huit pays, dont le Canada, ont un poids des taxes à la consommation en proportion du PIB inférieur à celui du Québec. Le Québec a un poids des taxes à la consommation supérieur à celui du Canada (5,7 %), situation qui s'accroît lorsqu'on considère le Canada sans le Québec (5,5 %). À l'inverse, 15 pays, dont les pays scandinaves, ont un poids des taxes à la consommation égal ou supérieur à 10 % du PIB.

Tableau 12 : Comparaison des taux de taxes à la consommation – provinces (2017)

Province	TVH	TPS	TVP	TVQ	TOTAL
Terre-Neuve et Labrador	15,0 %				15,0 %
Île-du-Prince-Édouard	15,0 %				15,0 %
Nouvelle-Écosse	15,0 %				15,0 %
Nouveau-Brunswick	15,0 %				15,0 %
Québec		5,0 %		9,975 %	14,975 %
Ontario	13,0 %				13,0 %
Manitoba		5,0 %	8,0 %		13,0 %
Colombie-Britannique		5,0 %	7,0 %		12,0 %
Saskatchewan		5,0 %	6,0 %		11,0 %
Alberta		5,0 %			5,0 %

La comparaison des taux de taxes à la consommation des provinces canadiennes permet d'observer qu'il y a une différence significative entre le taux le plus élevé et le plus bas. Le Québec se retrouve dans un groupe de cinq provinces ayant un taux de 15 %. Par contre, il n'est que de 5 % en Alberta. Cet écart s'explique par le fait que l'Alberta n'applique pas de taxe à la consommation provinciale.

Graphique 16 : Évolution du poids des taxes à la consommation (en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

La tendance de l'OCDE révèle que le poids des taxes à la consommation a continuellement augmenté depuis le début des années 1980, passant de 7,6 % en 1981 à 9,6 % en 2016. Pendant ce temps, le poids des taxes à la consommation au Québec, quoiqu'ayant augmenté de 1981 à 1991, a diminué ensuite (de 8,3 % en 1991 à 7,0 % en 2016). Dans le reste du Canada, la tendance est similaire à celle au Québec, quoique l'écart entre les deux s'est creusé de plus d'un point de pourcentage depuis le milieu des années 1990.

Tableau 13 : Taux de la taxe sur la valeur ajoutée – 2007 et 2017 (en pourcentage)

	2017	2007	Variation		2017	2007	Variation
Japon	8,0	5,0	3,0	Espagne	21,0	16,0	5,0
Suisse	8,0	7,6	0,4	Lettonie	21,0	18,0	3,0
Australie	10,0	10,0	0,0	Rép. tchèque	21,0	19,0	2,0
Corée	10,0	10,0	0,0	Pays-Bas	21,0	19,0	2,0
Canada	13,0	14,0	-1,0	Belgique	21,0	21,0	0,0
Nouvelle-Zélande	15,0	12,5	2,5	Italie	22,0	20,0	2,0
Québec	15,0	13,5	1,5	Slovénie	22,0	20,0	2,0
Mexique	16,0	15,0	1,0	Irlande	23,0	21,0	2,0
Israël	17,0	15,5	1,5	Pologne	23,0	22,0	1,0
Luxembourg	17,0	15,0	2,0	Portugal	23,0	21,0	2,0
Turquie	18,0	18,0	0,0	Grèce	24,0	19,0	5,0
Allemagne	19,0	19,0	0,0	Islande	24,0	24,5	-0,5
Chili	19,0	19,0	0,0	Finlande	24,0	22,0	2,0
Autriche	20,0	20,0	0,0	Danemark	25,0	25,0	0,0
Estonie	20,0	18,0	2,0	Norvège	25,0	25,0	0,0
France	20,0	19,6	0,4	Suède	25,0	25,0	0,0
Rép. slovaque	20,0	19,0	1,0	Hongrie	27,0	20,0	7,0
Royaume-Uni	20,0	17,5	2,5				
				Moyenne OCDE	19,4	18,0	1,4

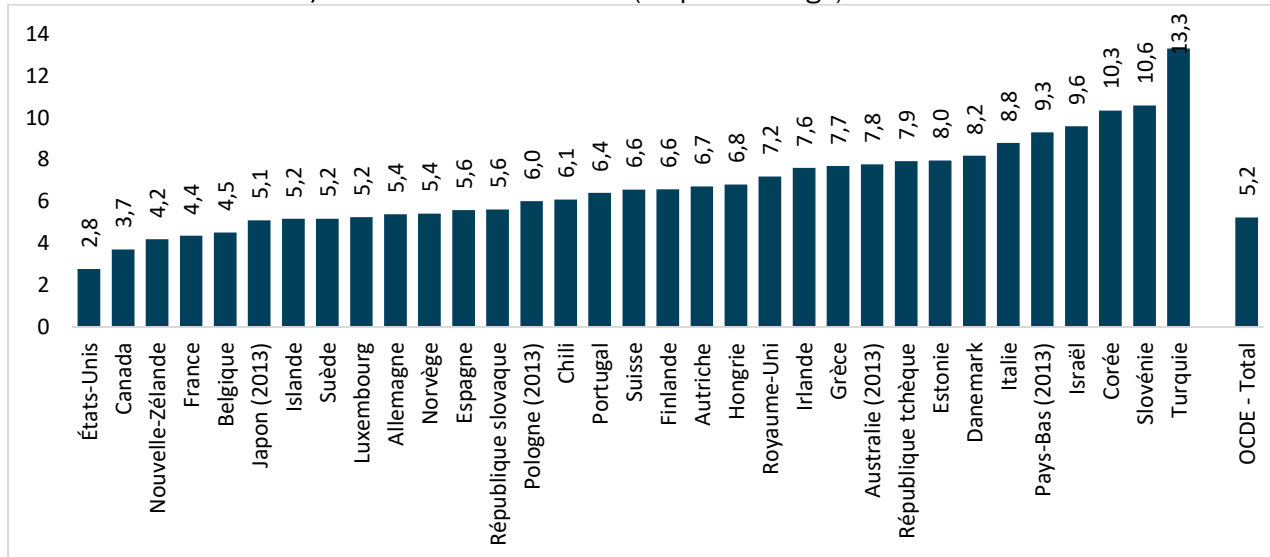
Sources : Ministère des Finances du Québec et OCDE, *Consumption Tax Trends*, diverses années.

En 2017, le taux moyen de taxation sur la valeur ajoutée dans les pays membres de l'OCDE est de 19,2 %. Du côté des pays scandinaves, une certaine homogénéité apparaît où trois pays appliquent un taux de 25 % et la Finlande un taux de 24 %. Le taux le plus élevé apparaît en Hongrie avec 27 %. Avec un taux combiné fédéral-Québec de 15 % au Québec et de 13 % en Ontario, les taux observés au Canada apparaissent parmi les taux les plus faibles des juridictions analysées. Pour ce qui est des États-Unis, le cas est particulier. Il s'agit du seul pays de l'OCDE à ne pas avoir de taxe sur la valeur ajoutée. Certains États possèdent une taxe de vente, d'autres non.

Au cours de la période 2007 à 2017, les données des pays membres de l'OCDE permettent de constater que la réduction de la TPS instaurée par le gouvernement fédéral fait figure d'exception, car le Canada est un des deux seuls pays, l'autre étant l'Islande, où le taux diminue pendant qu'il augmente dans 23 autres juridictions (dont le Québec). Des hausses de 5,0 points ou plus de pourcentage apparaissent en Espagne ainsi qu'en Grèce et atteignent même 7 % en Hongrie.

À juste titre, l'environnement est récemment devenu un réel enjeu de société. L'écofiscalité, ou fiscalité liée à l'environnement, désigne « tout prélèvement obligatoire de l'État, effectué sans contrepartie et calculé sur des assiettes considérées comme présentant un intérêt particulier du point de vue de l'environnement »⁵.

Graphique 17 : **Part des recettes de la fiscalité liée à l'environnement dans les recettes fiscales totales – 2014, sauf indication contraire (en pourcentage)**



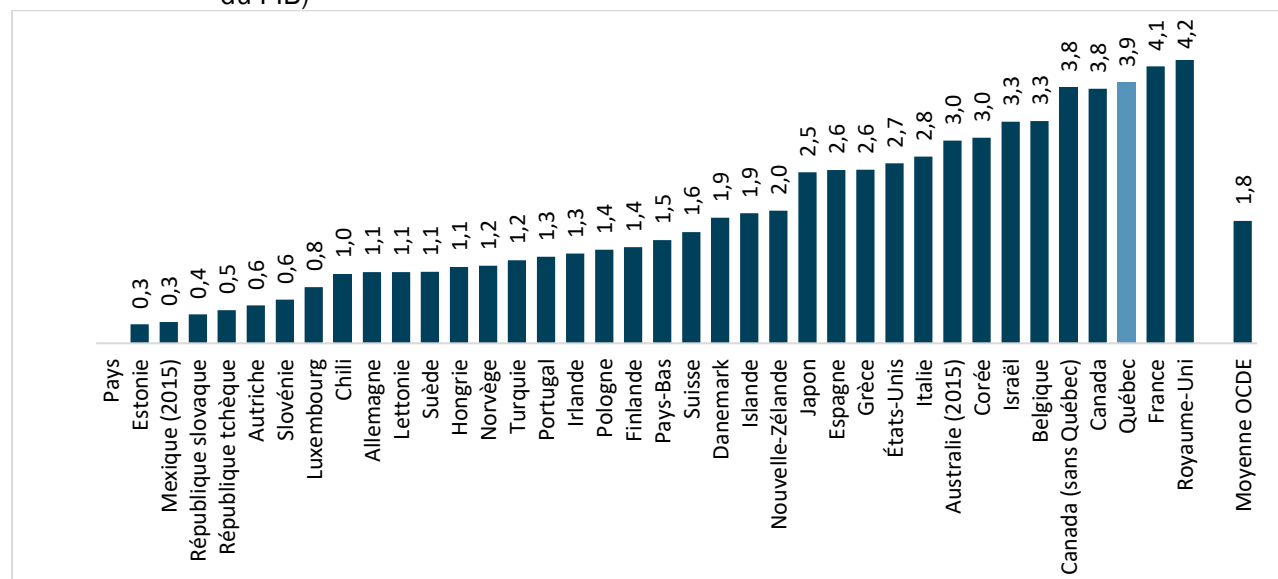
Source : OCDE (2016).

En 2014, les recettes fiscales liées à l'environnement représentaient en moyenne 5,2 % des recettes totales dans les pays membres de l'OCDE. Le Canada et les États-Unis font partie des pays pour lesquels les recettes environnementales sont les plus faibles en proportion du total des recettes fiscales, soit entre 2,8 % et 3,7 %. Malheureusement, nous n'avons pas de données équivalentes pour le Québec.

⁵ OCDE (2011), La fiscalité, l'innovation et l'environnement, p. 37.

Impôts sur le patrimoine

Graphique 18 : Poids des impôts sur le patrimoine – 2016, sauf indication contraire (en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

Du côté des impôts sur le patrimoine (excluant les taxes sur le capital⁶), le poids au Québec et au Canada atteignait respectivement 3,9 % et 3,8 % du PIB, les plaçant ainsi respectivement au 3^e et 4^e rang en regard du classement de l'OCDE. Le poids de ce mode d'imposition est donc beaucoup plus élevé au Canada et au Québec que dans la moyenne de l'OCDE.

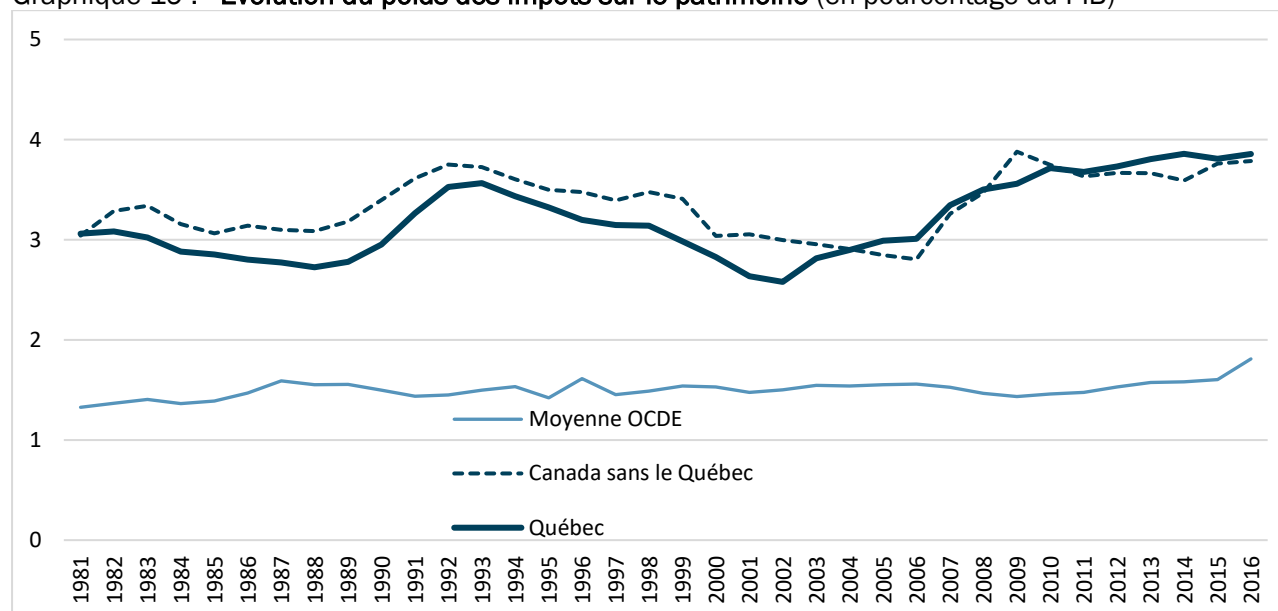
Malgré l'absence d'impôt sur les successions et d'impôt sur la fortune, le Québec s'insère dans les pays anglo-saxons en matière d'imposition du patrimoine. Comme eux, le Québec a tendance à utiliser davantage l'impôt foncier que les autres taxes sur la richesse et à prélever l'impôt foncier à une échelle plus locale⁷. Contrairement à une perception répandue pouvant laisser croire que les pays scandinaves imposent davantage

⁶ Les taxes sur le capital sont incluses dans les impôts touchant les sociétés.

⁷ Sonja, E. Pippin, Mehmet S. Tosun, Charles A. Carslaw et Richard M. Mason (2010).

le patrimoine que le Québec, les impôts sur le patrimoine en proportion du PIB sont de moindre importance dans les pays scandinaves qu'au Québec. La Finlande, la Suède et la Norvège ont même un poids des impôts sur le patrimoine inférieur à la moyenne de l'OCDE.

Graphique 19 : Évolution du poids des impôts sur le patrimoine (en pourcentage du PIB)

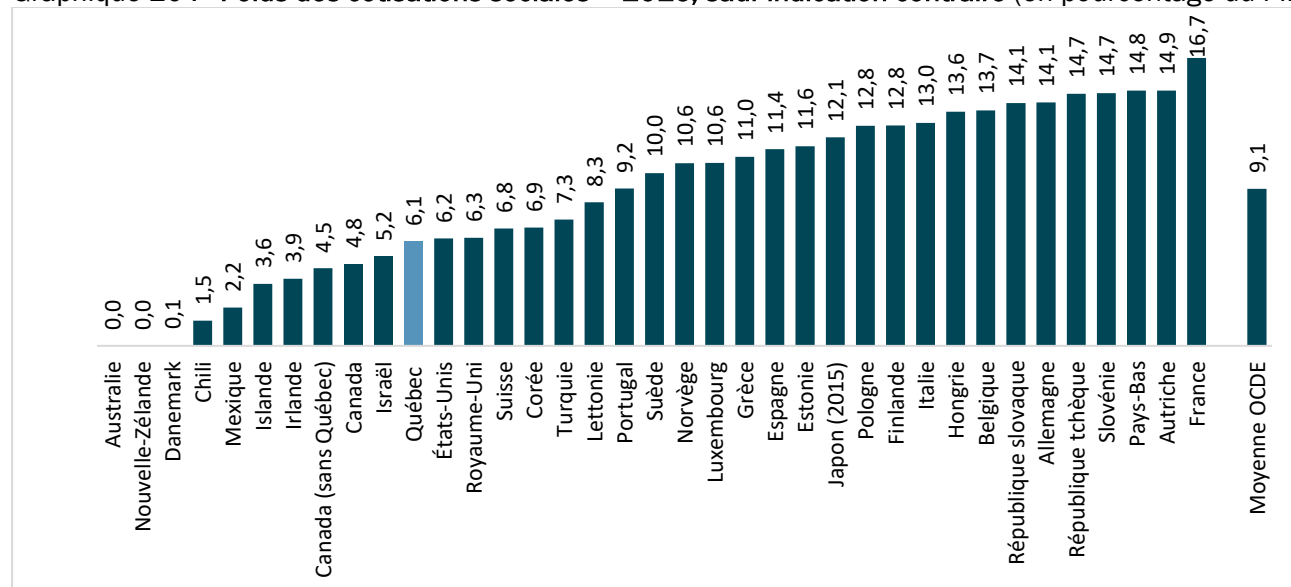


Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

Les impôts sur le patrimoine en proportion du PIB sont restés stables de 1981 à 2016 pour la moyenne des pays membres de l'OCDE, le Québec et le Canada sans le Québec, variant de moins de 1,0 point de pourcentage pour l'ensemble de la période. Par contre, le poids des impôts sur le patrimoine a crû d'environ 1,0 point de pourcentage entre le milieu des années 2000 et 2016, tant au Québec qu'au Canada sans le Québec. Par ailleurs, tout au long de cette période, les impôts sur le patrimoine en proportion du PIB ont occupé une place plus importante ici que dans la moyenne de l'OCDE, principalement en raison d'impôts fonciers plus importants.

Cotisations sociales

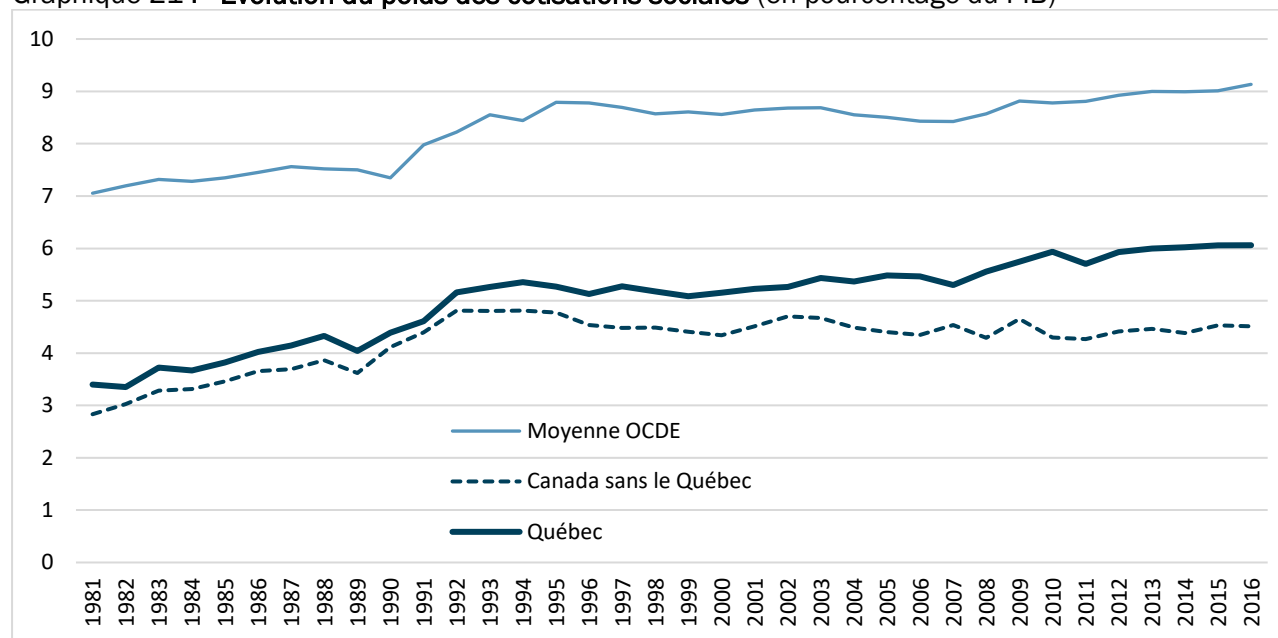
Graphique 20 : Poids des cotisations sociales – 2016, sauf indication contraire (en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

Parmi les pays membres de l'OCDE, les cotisations sociales en proportion du PIB passent de néant en Australie et en Nouvelle-Zélande à 16,7 % en France. Les cotisations sociales québécoises aux régimes d'assurance tels que l'Assurance-emploi, le Régime de rentes du Québec et le Régime québécois d'assurance parentale correspondent à 6,1 % du PIB, surpassant le Canada sans le Québec (4,5 %). Le Québec se trouve toutefois nettement sous la moyenne de l'OCDE (9,1 %).

Graphique 21 : Évolution du poids des cotisations sociales (en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE (2017), *Statistiques des recettes publiques 1965-2016*, Éditions OCDE. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0047.

La progression du poids des cotisations sociales en proportion du PIB a été constante entre 1981 et 2016, tant au Québec que pour la moyenne des pays membres de l'OCDE. Elle a toutefois été plus marquée au Québec, passant de 3,4 % en 1981 à 6,1 % en 2016. En conséquence, l'écart avec la moyenne de l'OCDE s'amenuise, passant de 3,7 à 3,0 points de pourcentage entre 1981 et 2016. Par ailleurs, l'écart avec le reste du Canada s'accroît au cours de la dernière décennie, soit depuis la mise en place du Régime québécois d'assurance parentale et l'augmentation du taux des cotisations au Régime de rentes du Québec pendant que le taux du Régime de pensions du Canada restait stable dans les autres provinces.

CHARGE FISCALE NETTE



Chaire en
fiscalité et en
finances publiques

Comparaisons internationales de la charge fiscale nette

La charge fiscale nette, telle que définie par l'OCDE, constitue, pour un revenu de travail particulier, la mesure du poids des impôts et des cotisations de sécurité sociales, diminuée des prestations familiales reçues.

En vue d'effectuer des comparaisons internationales, l'OCDE évalue chaque année la charge fiscale nette associée à diverses fractions du salaire brut moyen pour quatre situations familiales au sein des différents pays. La méthodologie développée par l'OCDE et ses résultats se retrouvent dans la publication *Les impôts sur les salaires*⁸. Il est possible, en suivant la même méthodologie, de calculer pour les mêmes situations familiales les résultats pour des familles du Québec et ainsi de les comparer avec les taux obtenus dans les pays membres de l'OCDE⁹. Le tableau 14 montre les détails du calcul pour le Québec.

Tableau 14 : Charge fiscale nette Québec, pour différentes situations familiales et de revenus, 2016

	% du salaire moyen	Revenu brut de travail	Impôts sur le revenu	Cotisations sociales	Prestations	Charge fiscale nette	Taux de charge fiscale nette	Taux de charge fiscale nette moyen OCDE
Célibataire	67 %	31 376	4 338	2 133	1 384	5 088	16,2 %	21,2 %
	100 %	46 830	9 078	3 276	237	12 117	25,9 %	25,5 %
	167 %	78 206	20 646	3 901	0	24 547	31,4 %	30,8 %
Famille monoparentale avec deux enfants	67 %	31 376	3 107	2 133	16 020	-10 780	-34,4 %	3,0 %
Couple sans enfant	100 % + 33 %	62 284	9 326	4 232	0	13 557	21,8 %	22,0 %
Couple deux enfants	100 % + 0 %	46 830	5 536	3 276	11 257	-2 445	-5,2 %	14,3 %
	100 % + 33 %	62 284	9 531	4 232	8 176	5 587	9,0 %	16,4 %
	100 % + 67 %	78 206	13 893	5 409	6 668	12 634	16,2 %	19,5 %

Source : Calculs des auteurs.

Ainsi, la charge fiscale nette au Québec est affectée par le revenu et la situation familiale. Interviennent dans ce calcul les impôts sur le revenu fédéral et du Québec additionnés des cotisations sociales, auxquels l'on retranche les prestations auxquelles ont droit les ménages. Par exemple,

⁸ OCDE (2017), *Les impôts sur les salaires 2017*, Éditions OCDE, Paris. [En ligne : http://dx.doi.org/10.1787/tax_wages-2017-fr]

⁹ Pour plus de détails sur la façon d'insérer le Québec parmi les pays de l'OCDE, voir les publications de la CFFP sur la charge fiscale nette dont : Luc Godbout et Suzie St-Cerny (2016), *Charge fiscale nette 2015 : Résultats et classement en ajoutant des ménages à plus hauts revenus*, Document de travail 2016/15, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke. [En ligne : https://cffp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2016-15-CFN-2015_m%C3%A9nages-a-plus-hauts-revenus.pdf]

pour un travailleur touchant 67 % du revenu moyen à la tête d'une famille monoparentale de deux enfants, on remarque que la charge fiscale nette est de - 10 780 \$ (ou -34,4 % du revenu brut). Dans cette situation, les prestations de 16 020 \$ surpassent amplement les charges d'impôts et de cotisations sociales. D'un autre côté, on constate également qu'un célibataire touchant un revenu de travail équivalent à 167 % du revenu moyen supporte une charge fiscale nette de 24 547 \$ (soit 31,4 % du revenu brut de travail).

Tel que discuté précédemment, le fait que le poids des impôts sur le revenu des particuliers soit relativement élevé au Québec n'est pas nécessairement révélateur du revenu disponible des familles québécoises. Le recours à la charge fiscale nette, en ajoutant les cotisations sociales et en soustrayant les prestations reçues de la charge, permet de nuancer la situation des contribuables québécois.

Comme le montre le tableau 15, lorsque comparée, la charge fiscale nette au Québec est inférieure à la moyenne des 35 pays membres de l'OCDE, et ce, dans six des huit scénarios présentés précédemment. La charge fiscale nette du Québec est même plus faible que celle de l'ensemble des pays de l'OCDE dans le cas d'une famille monoparentale dont le parent touche 67 % du revenu moyen ainsi que dans le cas d'un couple avec enfants ou un seul parent travaille et touche 100 % du revenu moyen.

Dans le premier cas, on observe 12 pays ayant également une charge fiscale nette négative. Par contre, dans le cas du couple où un seul conjoint travaille (100 % du salaire moyen), seule l'Irlande a aussi une charge fiscale nette négative. Pour la personne seule, le Québec présente la 8^e charge fiscale nette la plus faible lorsque 67 % du revenu moyen est touché. Dans les situations où le revenu s'élève à 100 % et 133 % du revenu moyen, ce sont plutôt 18 pays de l'OCDE qui présentent des charges fiscales nettes plus faibles que le Québec.

Lorsque les parents de deux enfants touchent 100 % et 33 % du revenu moyen, le Québec présente la 6^e charge fiscale nette la plus faible parmi les pays de l'OCDE. Le Québec passe au 11^e rang des charges fiscales nettes les plus petites lorsque les parents touchent plutôt 100 % et 67 % du revenu moyen.

Enfin, dans le cas d'un couple sans enfant touchant 100 % et 33 % du revenu brut, le Québec présente la 18^e charge fiscale nette la plus petite, tout juste devant la Suède.

Pour la grande majorité des pays de l'OCDE, on dénote que la charge fiscale nette s'accroît avec le revenu. Le fait que, pour une situation familiale donnée, la charge fiscale nette du Québec soit moins compétitive lorsque le revenu s'accroît nous indique que celle-ci est particulièrement progressive. De même, la situation familiale y est fortement prise en compte.

À cet effet, on peut observer au tableau 16 une diminution de charge fiscale nette de 50,6 points de pourcentage, un sommet lorsque comparé aux pays de l'OCDE lorsqu'un célibataire touchant 67 % du revenu moyen est en charge d'une famille monoparentale de deux enfants par rapport au scénario d'une personne seule. L'écart des moyennes de l'OCDE entre ces deux situations est plutôt de 18,2 points de pourcentage.

De même, au niveau de la situation d'un couple où les deux conjoints travaillent, touchant respectivement 100 % et 33 % du salaire moyen, l'ajout des enfants provoque une réduction de la charge fiscale nette de 12,8 points de pourcentage au Québec. Seule la variation constatée en Hongrie est supérieure parmi les pays de l'OCDE, avec 14,1 points de pourcentage.

Globalement, la comparaison de la charge fiscale nette du Québec avec celle des pays de l'OCDE pour les scénarios présentés révèle une charge fiscale nette parmi les plus basses dans les cas de faibles revenus et en présence d'enfants.

Tableau 15 : Charge fiscale nette en pourcentage du revenu brut de travail, par niveau de salaire (exprimé en % du salaire moyen local) et situation familiale, OCDE et Québec, 2016

Évaluation internationale, OCDE et Québec, 2019															
Célibataire				Monoparentale				Couple avec 2 enfants				Couple sans enfant			
67%	100 %			133 %	67 %, 2 enfants			100 % - 0 %	100 % -33 %			100 % - 67 %	100 % - 33 %		
1 Mexique	3,7	1 Chili	7,0	1 Chili	8,0	1 Québec	-34,4	1 Québec	-5,2	1 Chili	4,6	1 Chili	6,6	1 Mexique	6,5
2 Chili	7,0	2 Mexique	10,8	2 Mexique	15,4	2 Irlande	-31,5	2 Irlande	-1,6	2 Irlande	4,6	2 Mexique	8,0	2 Chili	7,0
3 R. de Corée	10,6	3 R. de Corée	14,1	3 R. de Corée	17,7	3 Canada	-28,7	3 Canada	1,2	3 Mexique	6,5	3 Suisse	10,0	3 Irlande	11,7
4 Israël	11,2	4 Suisse	16,9	4 Estonie	19,5	4 Nouv.-Zélande	-13,0	4 R. Tchèque	2,4	4 Suisse	6,6	4 Irlande	10,4	4 R. de Corée	12,7
5 Irlande	12,7	5 Nouv.-Zélande	17,9	5 Suisse	21,7	5 Australie	-7,1	5 Suisse	3,4	5 Estonie	8,1	5 Estonie	10,8	5 Israël	14,3
6 Nouv.-Zélande	13,6	6 Israël	17,8	6 Nouv.-Zélande	23,6	6 Estonie	-5,4	6 Estonie	3,8	6 Québec	9,0	6 Israël	11,3	6 Suisse	14,6
7 Suisse	14,0	7 Estonie	18,3	7 Pologne	25,7	7 Israël	-5,1	7 Luxembourg	5,9	7 R. Tchèque	10,2	7 R. de Corée	11,5	7 Estonie	16,8
8 Québec	16,2	8 Irlande	19,2	8 Japon	25,9	8 Slovaquie	-4,0	8 Nouv.-Zélande	6,2	8 Luxembourg	10,9	8 R. Tchèque	13,9	8 Nouv.-Zélande	16,5
9 Espagne	16,8	9 Espagne	21,4	9 R. Slovaque	25,9	9 Luxembourg	-3,8	9 R. Slovaque	6,7	9 Canada	11,0	9 Canada	15,6	9 Espagne	17,7
10 Estonie	16,8	10 Japon	22,2	10 Canada	26,3	10 Pays-Bas	-2,8	10 Chili	7,0	10 R. de Corée	11,3	10 R. Slovaque	16,0	10 Royaume-Uni	19,0
11 Canada	17,7	11 Canada	23,1	11 R. Tchèque	26,6	11 Royaume-Uni	-2,4	11 Mexique	10,8	11 Israël	12,1	11 Québec	16,2	11 Australie	19,9
12 Australie	18,8	12 R. Slovaque	23,2	12 Israël	26,9	12 Suisse	-2,1	12 Portugal	11,2	12 R. Slovaque	12,4	12 N.-Zélande	16,7	12 Canada	19,7
13 Royaume-Uni	19,1	13 Royaume-Uni	23,3	13 Espagne	27,3	13 R. Tchèque	-0,5	13 Slovaquie	11,6	13 Nouv.-Zélande	13,0	13 Luxembourg	17,3	13 R. Slovaque	19,8
14 Rép. Tchèque	19,9	14 R. Tchèque	23,6	14 Royaume-Uni	29,8	14 France	1,0	14 R. de Corée	11,7	14 Portugal	13,1	14 Espagne	17,4	14 R. Tchèque	20,5
15 R. Slovaque	20,0	15 Australie	24,3	15 Lettonie	29,9	15 Italie	1,4	15 Australie	13,2	15 Royaume-Uni	15,3	15 Royaume-Uni	18,7	15 Japon	21,2
16 Grèce	20,2	16 Suède	24,9	16 Australie	30,2	16 Espagne	1,8	16 Espagne	14,1	16 Espagne	16,3	16 Japon	18,7	16 Luxembourg	20,9
17 Japon	20,5	17 Pologne	25,0	17 États-Unis	31,3	17 Portugal	2,7	17 États-Unis	14,1	17 Japon	17,7	17 Suède	20,0	17 Portugal	21,0
18 Portugal	21,2	18 Grèce	25,4	18 Irlande	31,4	18 Mexique	3,7	18 Hongrie	14,8	18 Autriche	17,8	18 États-Unis	20,2	18 Québec	21,8
19 Italie	21,9	19 Québec	25,9	19 Québec	31,4	19 Hongrie	4,0	19 Israël	14,9	19 Suède	17,8	19 Lettonie	20,6	19 Suède	22,6
20 Suède	22,2	20 États-Unis	26,0	20 Turquie	31,9	20 États-Unis	5,0	20 Lettonie	15,5	20 États-Unis	17,9	20 Portugal	20,7	20 États-Unis	23,0
21 Luxembourg	22,8	21 Turquie	27,3	21 Grèce	32,4	21 R. Slovaque	5,2	21 Japon	16,1	21 Lettonie	17,9	21 Pologne	21,9	21 Grèce	23,7
22 Pays-Bas	22,8	22 Portugal	27,6	22 Hongrie	33,5	22 Autriche	5,8	22 Royaume-Uni	17,8	22 Italie	18,7	22 Pays-Bas	21,9	22 Pologne	24,2
23 États-Unis	23,0	23 Norvège	27,9	23 Islande	34,2	23 Chili	6,1	23 France	18,1	23 France	19,1	23 Australie	22,1	23 Turquie	24,5
24 Finlande	23,6	24 France	29,1	24 Norvège	34,4	24 Danemark	6,6	24 Autriche	18,2	24 Hongrie	19,4	24 Autriche	22,2	24 Norvège	24,9
25 Pologne	24,2	25 Lettonie	29,1	25 Portugal	34,4	25 Lettonie	7,9	25 Islande	18,3	25 Slovaquie	19,7	25 Hongrie	22,3	25 Pays-Bas	25,2
26 Turquie	24,2	26 Islande	29,2	26 France	34,5	26 R. de Corée	8,4	26 Suède	18,5	26 Pays-Bas	19,8	26 Italie	22,8	26 Italie	24,5
27 Norvège	24,5	27 Pays-Bas	30,4	27 Suède	36,1	27 Finlande	10,7	27 Italie	19,1	27 Australie	19,9	27 France	22,9	27 Finlande	25,7
28 France	25,3	28 Finlande	30,8	28 Slovaquie	37,4	28 Norvège	11,8	28 Pologne	19,2	28 Pologne	20,7	28 Grèce	23,0	28 France	25,8
29 Islande	25,4	29 Luxembourg	31,0	29 Autriche	37,5	29 Suède	12,7	29 Belgique	20,9	29 Finlande	21,3	29 Slovaquie	23,8	29 Islande	25,5
30 Autriche	26,3	30 Italie	31,1	30 Pays-Bas	37,9	30 Japon	13,5	30 Allemagne	21,3	30 Norvège	21,8	30 Norvège	24,1	30 Autriche	27,0
31 Lettonie	28,0	31 Autriche	31,9	31 Finlande	38,2	31 Grèce	14,7	31 Norvège	22,7	31 Grèce	22,3	31 Finlande	24,4	31 Lettonie	28,0
32 Slovaquie	28,8	32 Slovaquie	33,4	32 Luxembourg	38,6	32 Islande	15,8	32 Grèce	23,0	32 Turquie	23,6	32 Turquie	25,3	32 Slovaquie	30,6
33 Belgique	33,4	33 Hongrie	33,5	33 Italie	39,5	33 Belgique	15,8	33 Pays-Bas	24,6	33 Belgique	24,0	33 Islande	27,7	33 Belgique	32,0
34 Danemark	33,5	34 Danemark	36,0	34 Danemark	42,2	34 Allemagne	17,6	34 Finlande	25,2	34 Islande	24,4	34 Danemark	31,2	34 Hongrie	33,5
35 Hongrie	33,5	35 Allemagne	39,7	35 Allemagne	43,9	35 Pologne	17,8	35 Turquie	25,3	35 Allemagne	26,9	35 Allemagne	31,2	35 Danemark	33,7
36 Allemagne	34,7	36 Belgique	40,7	36 Belgique	48,5	36 Turquie	22,4	36 Danemark	25,5	36 Danemark	29,0	36 Belgique	31,5	36 Allemagne	34,6
Moyenne non pondérée OCDE	21,2	Moyenne non pondérée OCDE	25,5	Moyenne non pondérée OCDE	30,8	Moyenne non pondérée OCDE	3,0	Moyenne non pondérée OCDE	14,3	Moyenne non pondérée OCDE	16,4	Moyenne non pondérée OCDE	19,5	Moyenne non pondérée OCDE	22,0

Sources : OCDE. Les impôts sur les salaires 2017 et calculs des auteurs.

Tableau 16 : Comparaison internationale des charges fiscales nettes lors de la prise en compte des enfants, scénarios avec 2 enfants/sans enfant, Québec, OCDE, 2016

Personne seule 67 % du salaire moyen				Couple 100 % + 33 % du salaire moyen			
Pays	0 enfant	2 enfants	Écart	Pays	0 enfant	2 enfants	Écart
Québec	16,2	-34,4	50,6	Hongrie	33,5	19,4	14,1
Canada	17,7	-28,7	46,4	Québec	21,8	9,0	12,8
Irlande	12,7	-31,5	44,2	Slovénie	30,6	19,7	10,9
Slovénie	28,8	-4,0	32,8	République Tchèque	20,5	10,2	10,3
Hongrie	33,5	4,0	29,5	Lettonie	28,0	17,9	10,1
Danemark	33,5	6,6	26,9	Luxembourg	20,9	10,9	10,0
Luxembourg	22,8	-3,8	26,6	Autriche	27,0	17,8	9,2
Nouvelle-Zélande	13,6	-13,0	26,6	Estonie	16,8	8,1	8,7
Australie	18,8	-7,1	25,9	Canada	19,7	11,0	8,7
Pays-Bas	22,8	-2,8	25,6	Belgique	32,0	24,0	8,0
France	25,3	1,0	24,3	Suisse	14,6	6,6	8,0
Estonie	16,8	-5,4	22,2	Portugal	21,0	13,1	7,9
Royaume-Uni	19,1	-2,4	21,5	Allemagne	34,6	26,9	7,7
Italie	21,9	1,4	20,5	République Slovaque	19,8	12,4	7,4
Autriche	26,3	5,8	20,5	Irlande	11,7	4,6	7,1
République Tchèque	19,9	-0,5	20,4	France	25,8	19,1	6,7
Lettonie	28,0	7,9	20,1	Italie	24,5	18,7	5,8
Portugal	21,2	2,7	18,5	Pays-Bas	25,2	19,8	5,4
États-Unis	23,0	5,0	18,0	États-Unis	23,0	17,9	5,1
Belgique	33,4	15,8	17,6	Finlande	25,7	21,3	4,4
Allemagne	34,7	17,6	17,1	Suède	22,6	17,8	4,8
Israël	11,2	-5,1	16,3	Danemark	33,7	29,0	4,7
Suisse	14,0	-2,1	16,1	Royaume-Uni	19,0	15,3	3,7
Espagne	16,8	1,8	15,0	Pologne	24,2	20,7	3,5
République Slovaque	20,0	5,2	14,8	Nouvelle-Zélande	16,5	13,0	3,5
Finlande	23,6	10,7	12,9	Japon	21,2	17,7	3,5
Norvège	24,5	11,8	12,7	Norvège	24,9	21,8	3,1
Islande	25,4	15,8	9,6	Chili	7,0	4,6	2,4
Suède	22,2	12,7	9,5	Israël	14,3	12,1	2,2
Japon	20,5	13,5	7,0	Espagne	17,7	16,3	1,4
Pologne	24,2	17,8	6,4	Grèce	23,7	22,3	1,4
Grèce	20,2	14,7	5,5	République de Corée	12,7	11,3	1,4
République de Corée	10,6	8,4	2,2	Islande	25,5	24,4	1,1
Turquie	24,2	22,4	1,8	Turquie	24,5	23,6	0,9
Chili	7,0	6,1	0,9	Australie	19,9	19,9	0,0
Mexique	3,7	3,7	0,0	Mexique	6,5	6,5	0,0
Moyenne OCDE	21,2	3,0	18,2	Moyenne OCDE	22,0	16,4	5,6

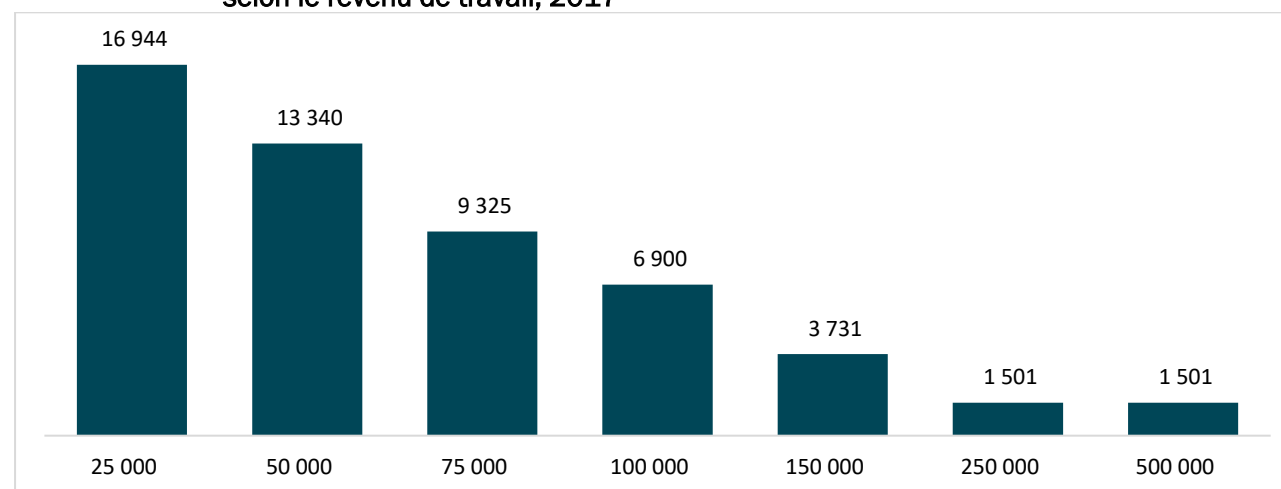
Sources : OCDE. Les impôts sur les salaires 2017 et calculs des auteurs.

Soutien financier pour les enfants

Le résultat de l'écart de revenu disponible d'une famille avec enfants avec celui d'une famille sans enfant constitue, au sens de la présente analyse, le soutien financier que l'État verse pour les enfants. Ainsi, pour chacun des niveaux de revenus, la comparaison du revenu disponible des couples sans enfant et avec enfants, à un même niveau de revenu, sert à déterminer le soutien financier pour les enfants des familles biparentales.

En 2017, le soutien financier en lien avec les enfants atteint 16 944 \$ dans le cas des couples avec des revenus modestes de 25 000 \$. Il diminue progressivement au fur et à mesure que le revenu familial s'accroît. À 50 000 \$ de revenu familial, le soutien se chiffre à 13 340 \$. Il se stabilise autour de 1 500 \$ lorsque le revenu familial excède 250 000 \$.

Graphique 22 : Cumul des mesures de soutien financier aux familles pour un couple avec deux enfants, selon le revenu de travail, 2017



Source : Calcul des auteurs.

Note : Couple avec deux enfants de 5 et 8 ans, aucuns frais de garde. Les revenus sont gagnés par les deux conjoints dans une proportion de 60 % pour un et de 40 % pour l'autre.

CONTRIBUABLES QUÉBÉCOIS



Chaire en
fiscalité et en
finances publiques

Les contestations populaires ayant pour objectif une meilleure redistribution de la richesse et davantage d'équité fiscale trouvent souvent écho au Québec. Dans ce contexte, une brève analyse de la situation des contribuables mérite notre attention.

Dans un premier temps, l'analyse s'intéresse aux taux du barème d'imposition, au taux moyen ainsi qu'aux taux effectifs marginaux implicites au Québec.

Par la suite, l'analyse se concentre plus particulièrement sur les statistiques fiscales des particuliers, lesquelles s'appuient sur les déclarations produites à l'impôt sur le revenu au Québec seulement (sans inclure les données des déclarations fédérales produites par les contribuables québécois). En outre, il ne s'agit pas d'une analyse de la situation des ménages québécois. Il s'agit d'abord et avant tout d'une question de revenu individuel : un contribuable à faible revenu peut vivre avec un conjoint ayant des revenus plus élevés. Puis, il importe de souligner que ces statistiques ne comprennent qu'indirectement les professionnels incorporés par les revenus distribués par leur société.

Taux d'imposition du barème, taux moyen d'impôt et taux effectif marginal implicite au Québec

Avant de s'attarder aux contribuables québécois, il convient de présenter le barème d'imposition du revenu des particuliers qui s'applique à eux puisque sa structure progressive a un impact important sur l'impôt que les contribuables ont à payer. Le tableau 17 montre donc le barème d'impôt des particuliers du Québec et celui du fédéral.

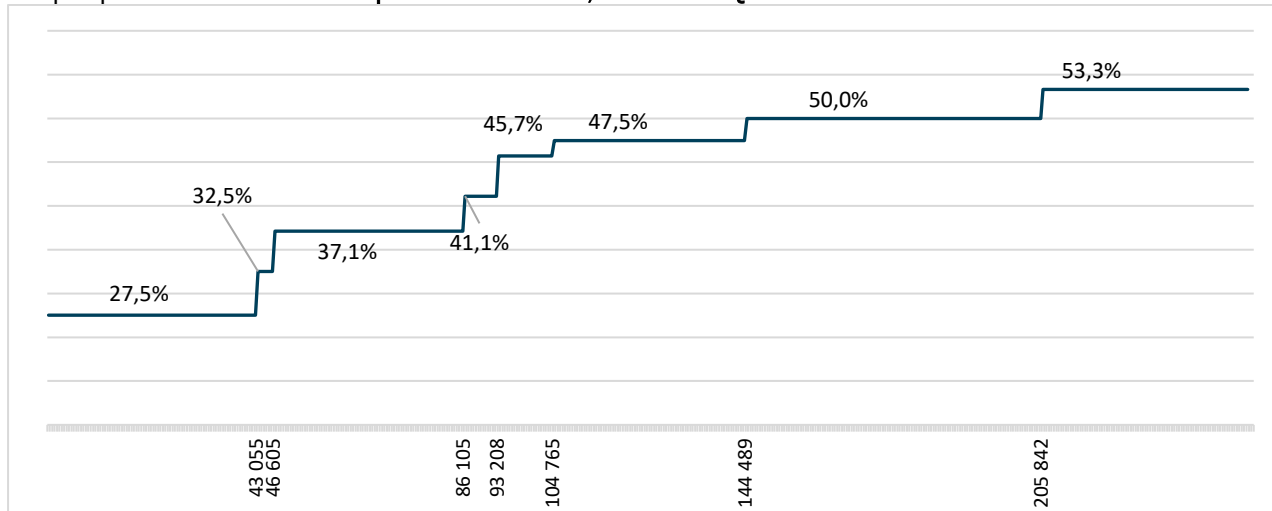
Tableau 17 : Barème d'impôt des particuliers du Québec et fédéral, 2018

Barème du Québec			Barème fédéral			
Revenu imposable dépasse	Revenu imposable ne dépasse pas	Taux	Revenu imposable dépasse	Revenu imposable ne dépasse pas	Taux	Taux au Québec
0	43 055	15,00 %	0	46 605	15,0 %	12,53 %
43 055	86 105	20,00 %	46 605	93 208	20,5 %	17,12 %
86 105	104 765	24,00 %	93 208	144 489	26,0 %	21,71 %
104 765		25,75 %	144 489	205 842	29,0 %	24,22 %
			205 842		33,0 %	27,56 %

Étant donné l'abattement spécial du Québec de 16,5 % de l'impôt fédéral, les taux d'imposition fédéraux pour les particuliers sont en fait réduits de cet abattement et correspondent donc à ce qu'on retrouve dans la dernière colonne du tableau.

Le graphique 23 illustre le barème d'imposition combiné, fédéral et Québec, pour l'année d'imposition 2018.

Graphique 23 : Barème d'imposition combiné, fédéral et Québec – 2018

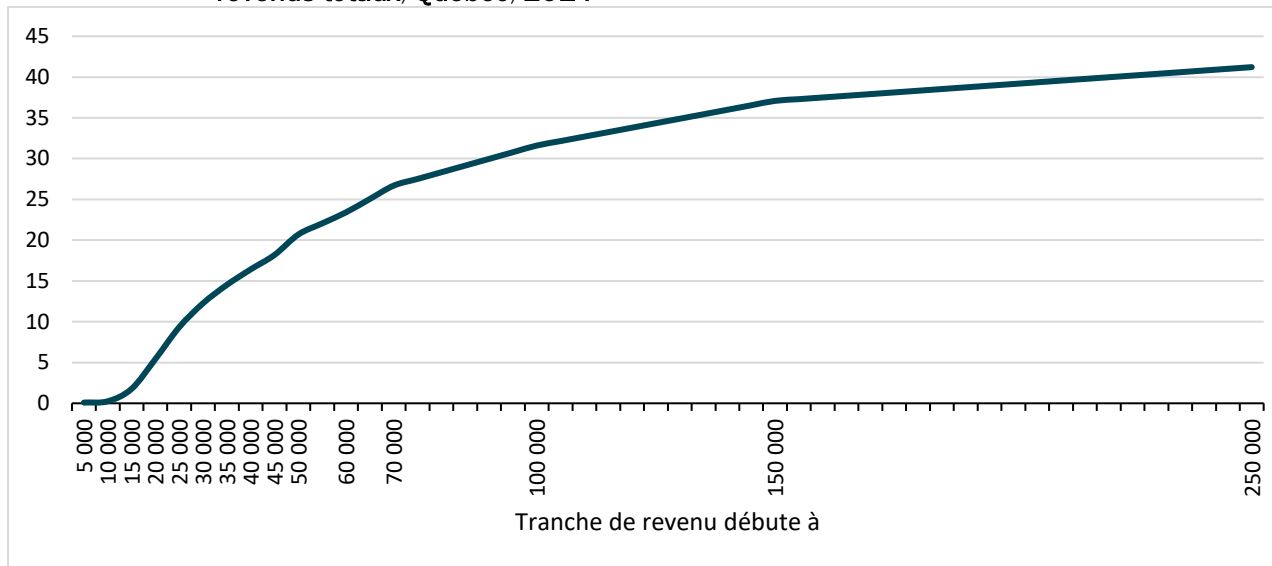


Note : Ce barème ne tient pas compte des montants personnels de base, fédéral et provincial.

Les contribuables québécois doivent composer avec huit taux nominaux d'imposition du revenu des particuliers auxquels s'ajoutent les deux taux applicables lorsque les crédits personnels de base sont pris en compte. Une fois dépassé le seuil des crédits d'impôt de base, les revenus sont imposés à 27,5 % et continuent à progresser jusqu'à atteindre 53,3 % pour la tranche de revenus supérieure à 205 842 \$.

Tracer le barème d'imposition est une façon simple de montrer une certaine progressivité de l'imposition des revenus au Québec.

Graphique 24 : Taux moyen d'imposition des particuliers des contribuables québécois par tranche de revenus totaux, Québec, 2014



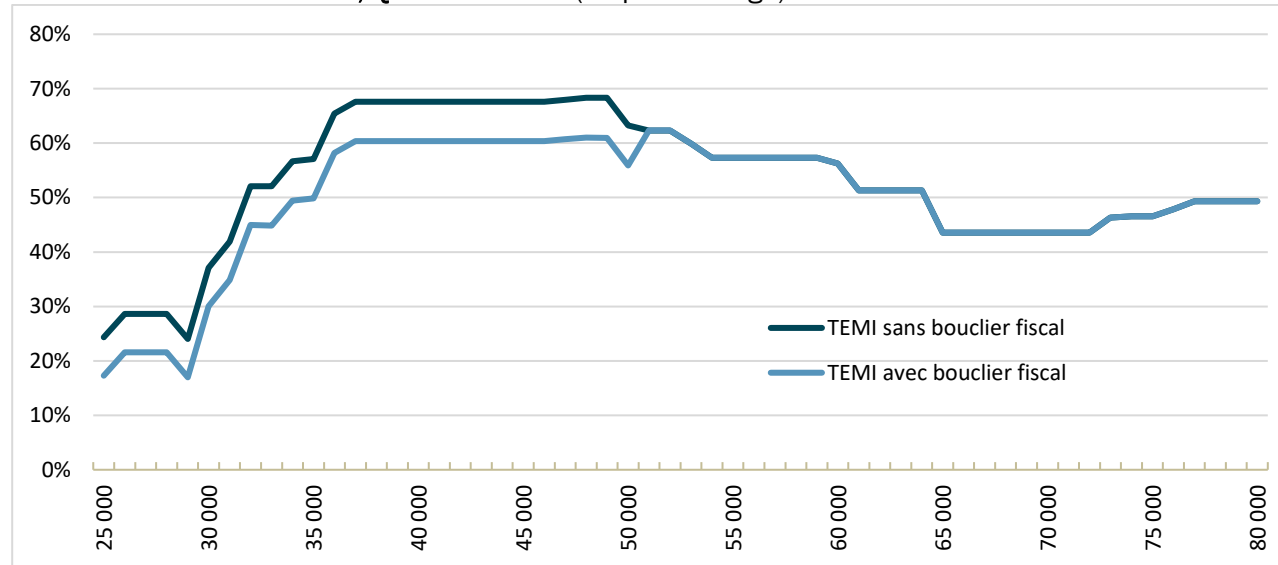
Sources : Ministère des Finances et Revenu Québec (2017), *Statistiques fiscales des particuliers. Année d'imposition 2014* et Agence du Revenu du Canada, Statistiques finales de la T1, édition de 2016 (année d'imposition 2014).

Afin de tenir compte des interactions entre le barème d'imposition et diverses mesures fiscales préférentielles ayant pour effet de réduire l'impôt réel à payer par les contribuables, il est possible de tracer l'évolution du taux moyen d'imposition par tranche de revenus (graphique 24).

En considérant l'existence de mesures fiscales, l'impôt effectivement payé par un contribuable selon ses revenus est plus faible que le suppose le barème nominal d'imposition. Malgré tout, la progressivité demeure puisque le taux moyen croît avec le revenu : il est de 20,7 % dans la tranche de revenus qui débute à 50 000 \$, 31,6 % à celle qui débute à 100 000 \$, 37,1 % à 150 000 \$ et 41,2 % à 250 000 \$.

Une autre façon d'illustrer la progressivité à l'aide du barème d'imposition consiste à calculer les taux effectifs marginaux d'imposition (TEMI). Il peut arriver qu'un accroissement minime du revenu entraîne une forte hausse marginale de la charge fiscale, même lorsque les revenus demeurent modestes. L'imposition marginale implicite résulte de la coexistence de la progressivité de l'impôt qui fait croître l'impôt à payer lorsque le revenu s'accroît et de certains transferts gouvernementaux, qui eux, diminuent lorsque le revenu s'accroît.

Graphique 25 : Taux effectif marginal d'imposition (TEMI), un couple avec deux enfants, selon le revenu de travail¹⁰, Québec – 2017 (en pourcentage)



Source : Calcul des auteurs.

Pour un couple avec deux enfants, le taux implicite (TEMI sans bouclier) peut atteindre un sommet de 68,3 % à 48 000 \$ de revenu familial. Passé 60 000 \$ de revenu familial, le taux effectif marginal d'imposition n'excède pas 50 %.

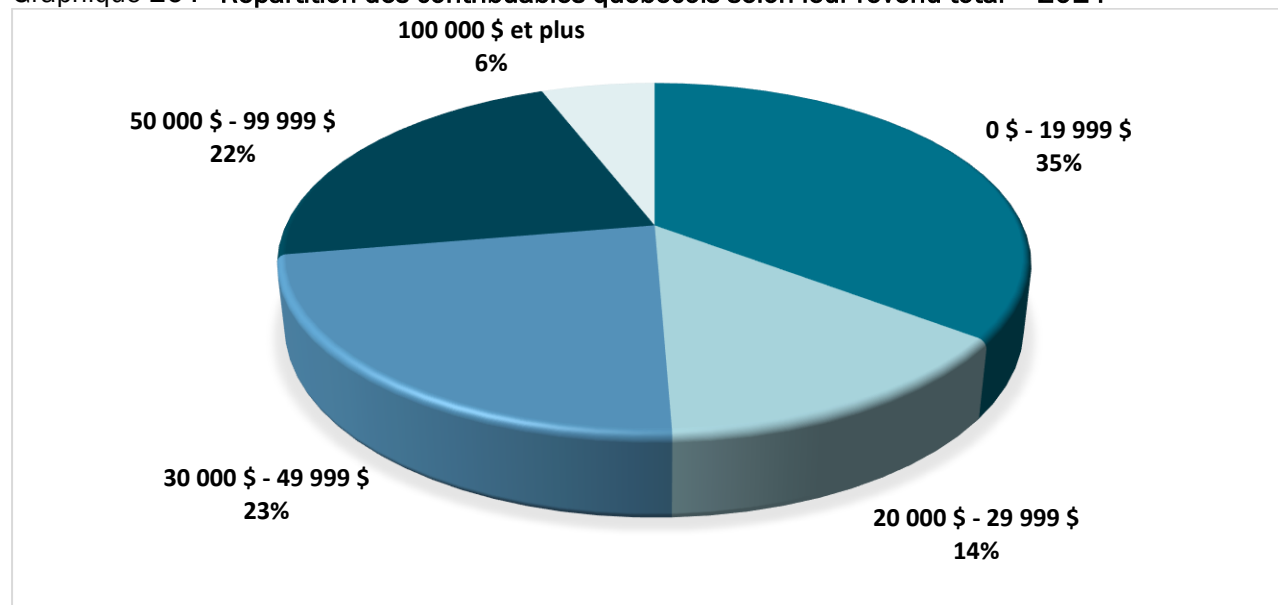
De plus, en 2016, le gouvernement a mis en place le bouclier fiscal. Il s'agit d'une mesure d'incitation au travail qui vise à permettre aux ménages d'accroître leur revenu disponible à la suite d'un effort additionnel de travail. Il protège les ménages contre une baisse de leurs transferts sociofiscaux liés à la prime au travail et au crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants¹¹. Dans le cas présenté ici, le couple de deux enfants ne paie aucuns frais de garde. Ainsi, le bouclier fiscal atténue uniquement la baisse de la prime au travail qu'impliquerait normalement une hausse de 1 000 \$ du revenu familial. L'effet du bouclier est ici de diminuer le TEMI d'un peu plus de 7,0 points de pourcentage jusqu'à 50 000 \$ de revenus.

¹⁰ La répartition du revenu entre les conjoints est de 60 % pour un et 40 % pour l'autre. Les enfants sont âgés de 5 ans et de 8 ans et aucuns frais de garde ne sont considérés.

¹¹ Québec (2016), *Budget 2016-2017. Régime québécois de soutien du revenu. Mise à jour*, p. 34.

Profil des contribuables québécois

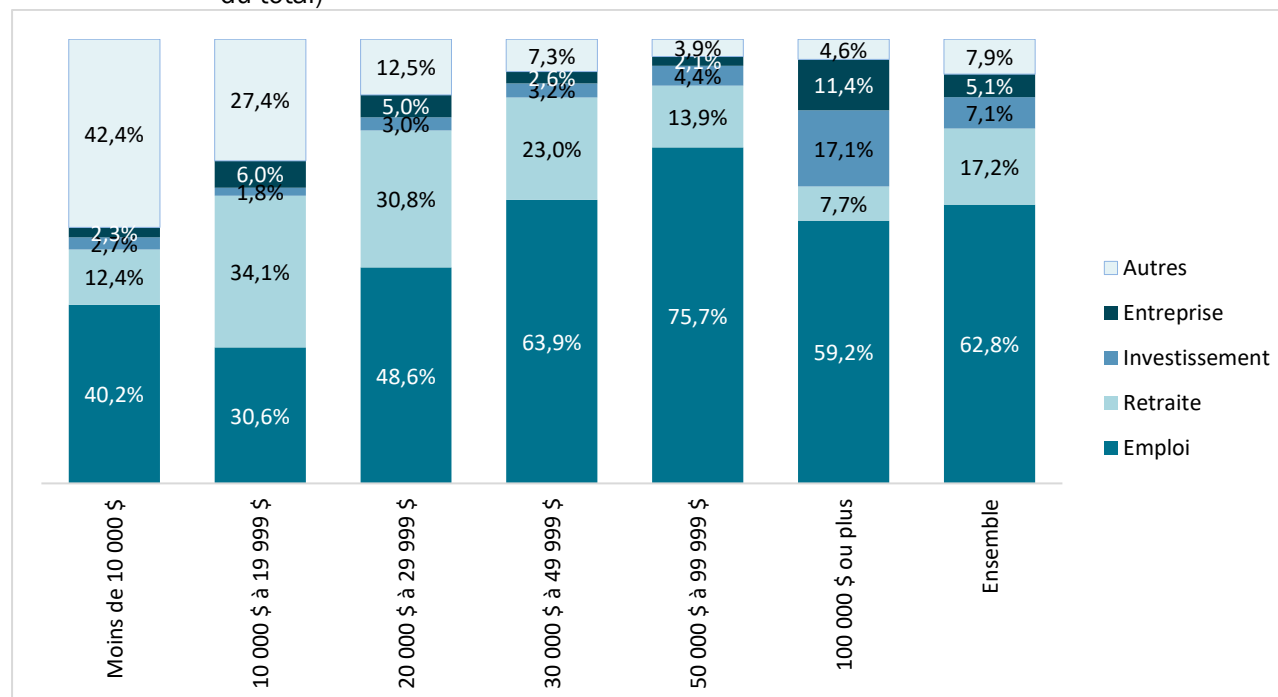
Graphique 26 : Répartition des contribuables québécois selon leur revenu total – 2014



Source : Ministère des Finances et Revenu Québec (2017), *Statistiques fiscales des particuliers. Année d'imposition 2014*.

Plus d'un tiers des Québécois produisant une déclaration de revenus touchent un revenu total inférieur à 20 000 \$. Si l'on ajoute que 37 % (14 % + 23 %) des contribuables déclarent entre 20 000 \$ et 49 999 \$, on atteint près de 75 % des contribuables déclarant un revenu sous la barre des 50 000 \$. À l'autre bout du spectre, 6 % des contribuables ont déclaré un revenu supérieur à 100 000 \$.

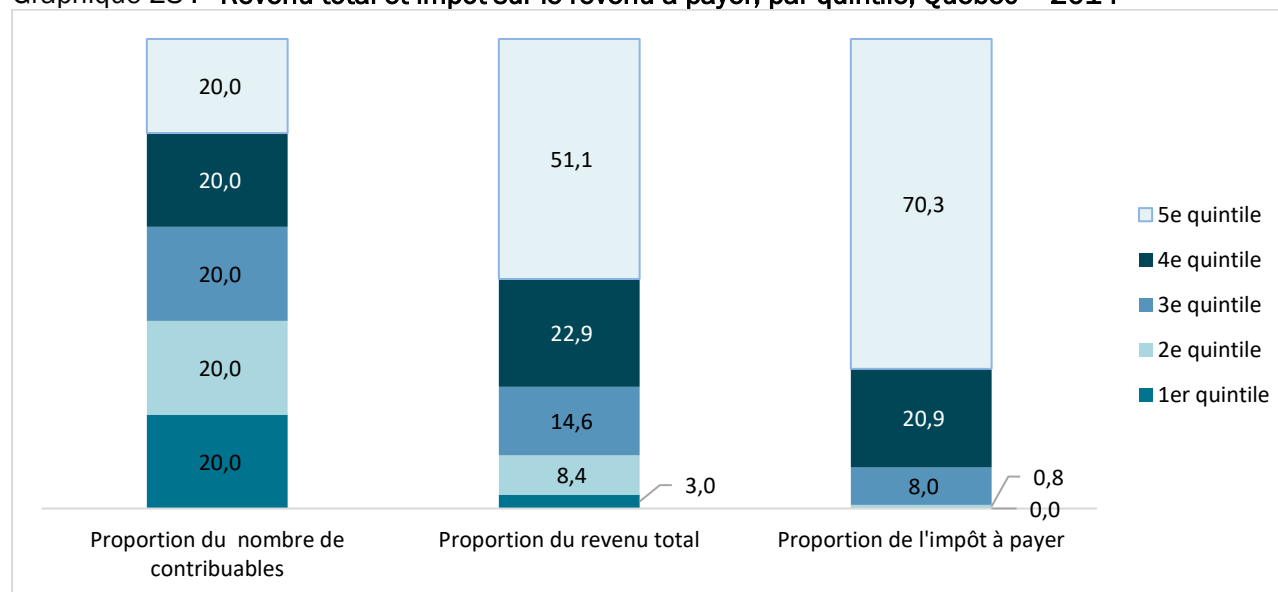
Graphique 27 : Composition du revenu total par groupe de revenus, Québec – 2014 (en pourcentage du total)



Source : Ministère des Finances et Revenu Québec (2017).

Le revenu total de l'ensemble des contribuables ayant rempli une déclaration de revenus en 2014 était majoritairement composé de revenus d'emploi. Par contre, selon la catégorie des revenus, la composition évolue. Si les revenus d'emploi représentent plus des trois quarts des revenus pour ceux ayant un revenu total entre 50 000 \$ et 99 999 \$, cette proportion diminue pour d'autres catégories de revenus et d'autres types de revenus prennent de l'importance. Par exemple, les revenus de retraite et les autres revenus (dont les prestations gouvernementales) constituent une proportion relativement élevée du total pour les plus bas revenus. Aussi, l'importance des revenus d'entreprise et d'investissement apparaît plus élevée pour le groupe des 100 000 \$ ou plus que pour les autres groupes de contribuables répartis selon le revenu total.

Graphique 28 : Revenu total et impôt sur le revenu à payer, par quintile, Québec – 2014

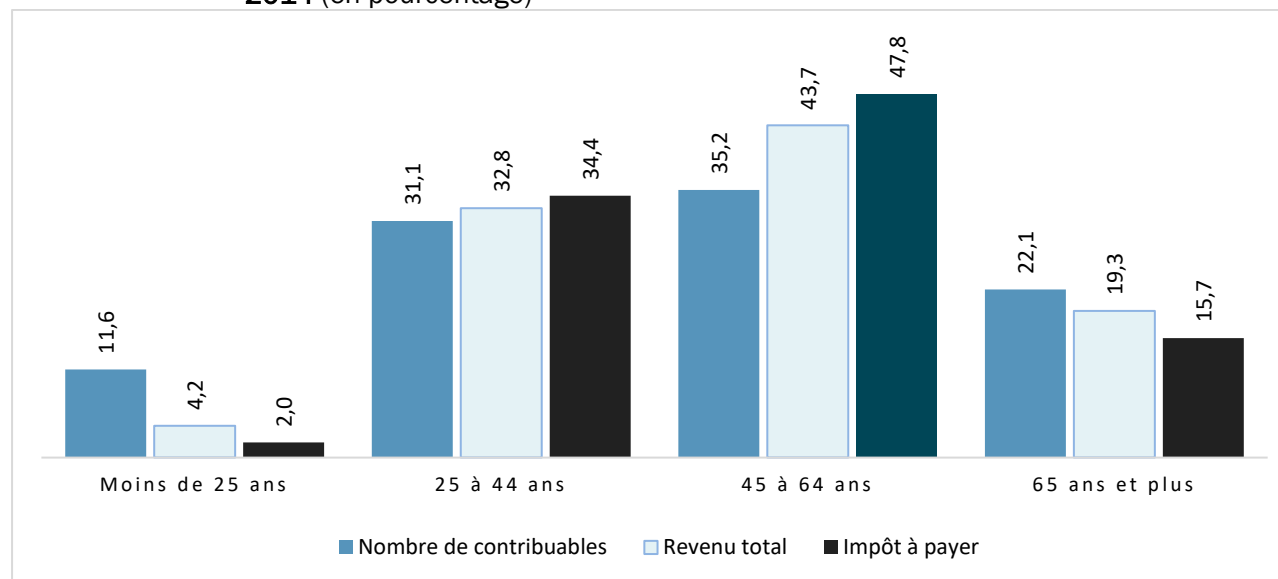


Note : Les tranches de revenus totaux par quintile en 2014 sont les suivantes : moins de 12 401 \$ pour le 1^{er} quintile, entre 12 401 \$ et 22 908 \$ pour le 2^e, entre 22 908 \$ et 38 586 \$ pour le 3^e, entre 38 589 \$ et 60 130 \$ pour le 4^e et 60 130 \$ et plus pour le quintile supérieur.

Source : Ministère des Finances et Revenu Québec (2017).

Les 20 % des contribuables ayant déclaré les revenus les plus élevés se sont partagés plus de la moitié des revenus totaux déclarés (51,1 %) et ont payé 70,3 % du total de l'impôt sur le revenu versé par les contribuables au gouvernement du Québec. Les contribuables du quatrième quintile (ou 2^e quintile de revenus les plus élevés) ont gagné des revenus totaux légèrement supérieurs à leur proportion des contribuables (22,9 %) et les impôts qu'ils ont payés ont été proportionnels à leurs poids (20,9 %). Quant aux 60 % des contribuables des trois quintiles représentant les contribuables ayant les revenus les plus faibles, ils ont, quant à eux, déclaré 26,0 % des revenus totaux et payé 8,8 % de l'impôt.

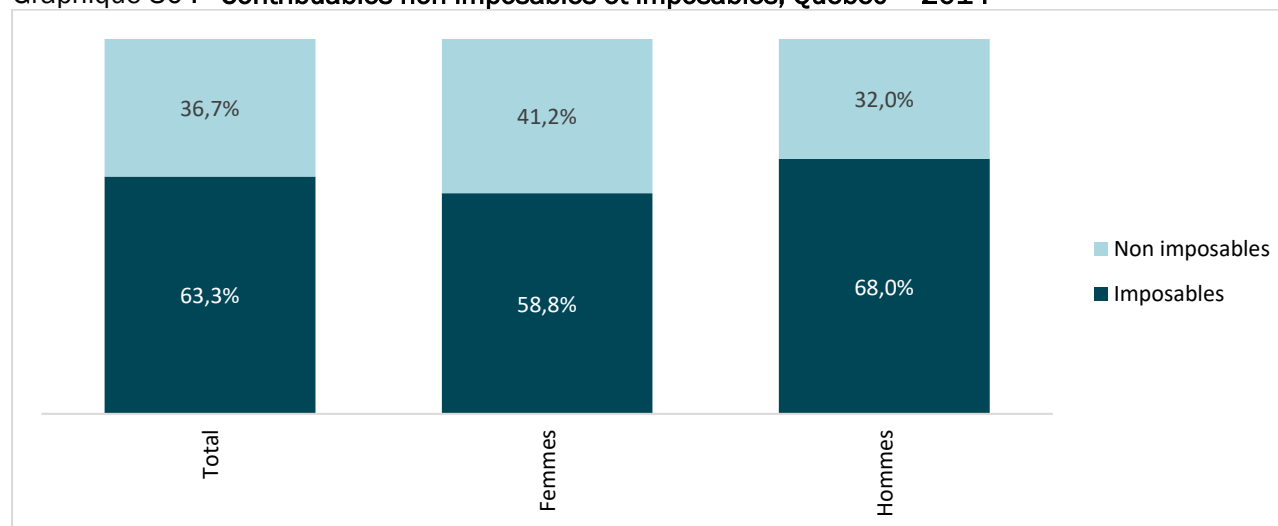
Graphique 29 : Répartition du revenu total et de l'impôt sur le revenu à payer par groupe d'âge, Québec – 2014 (en pourcentage)



Source : Ministère des Finances et Revenu Québec (2014).

Les contribuables ayant moins de 25 ans ont représenté 11,6 % des déclarations produites alors qu'ils ne touchaient que 4,2 % des revenus et qu'ils ne payaient que 2,0 % de l'impôt. À l'autre bout du spectre, les contribuables âgés de 65 ans et plus représentaient 22,1 % des déclarants alors qu'ils gagnaient 19,3 % des revenus et que leur part de l'impôt à payer n'était que de 15,7 %. Pour les groupes de 25 à 44 ans et de 45 à 64 ans, le poids de leurs revenus excédait le poids de leur nombre et le poids de leurs impôts excédait le poids de leurs revenus. Par exemple, près de la moitié de l'impôt sur le revenu québécois a été payée par les contribuables âgés de 45 à 64 ans alors qu'ils gagnaient 43,7 % du revenu total et représentaient 35,2 % des contribuables.

Graphique 30 : Contribuables non imposables et imposables, Québec — 2014

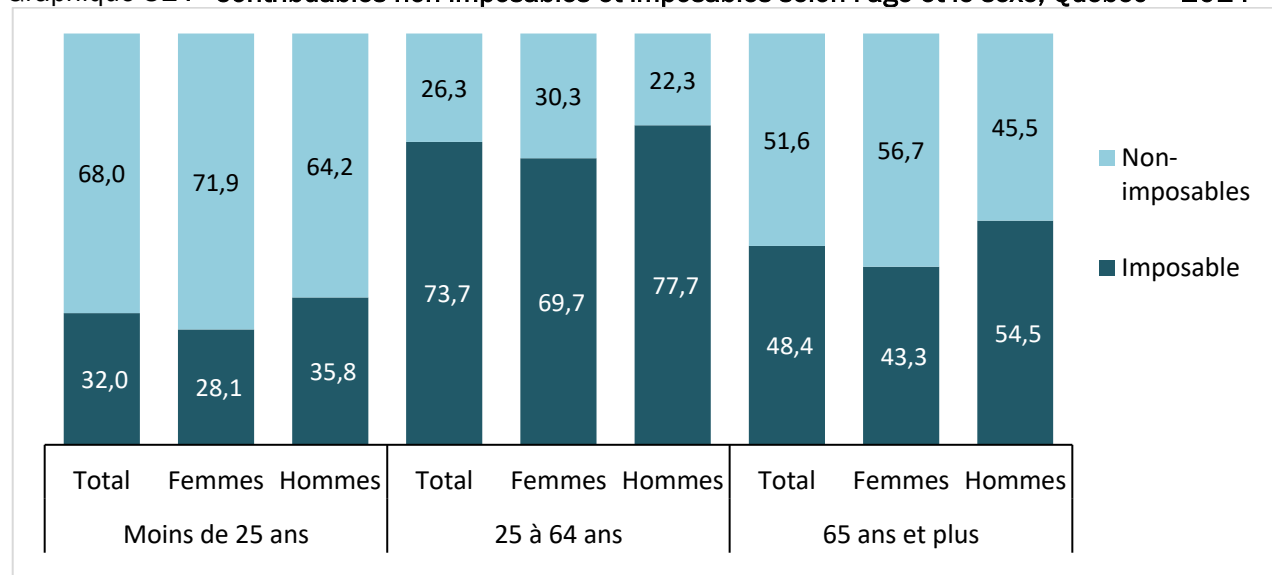


Source : Ministère des Finances et Revenu Québec (2017).

Parmi les 6,5 millions de déclarations produites en 2014, il y avait 2,4 millions de déclarations non imposables représentant 36,7 % des déclarations produites. Si les données sont analysées selon le sexe, il est possible de noter que 32,0 % des hommes produisant une déclaration étaient non imposables comparativement à 41,2 % des femmes.

Les statistiques sur les contribuables imposables et non imposables doivent être analysées avec précaution. Parmi les contribuables non imposables, il y a notamment ceux qui restent au foyer et sont à la charge de leur conjoint(e) ainsi que les bénéficiaires de prestations de l'État. Il y a aussi les étudiants travaillant à temps partiel ou encore l'été seulement. Dans ce dernier cas, même si les étudiants gagnent trop peu pour avoir de l'impôt à payer, à la fin de l'année, ils produisent néanmoins une déclaration afin de récupérer les retenues à la source qui ont été prélevées sur leur paie.

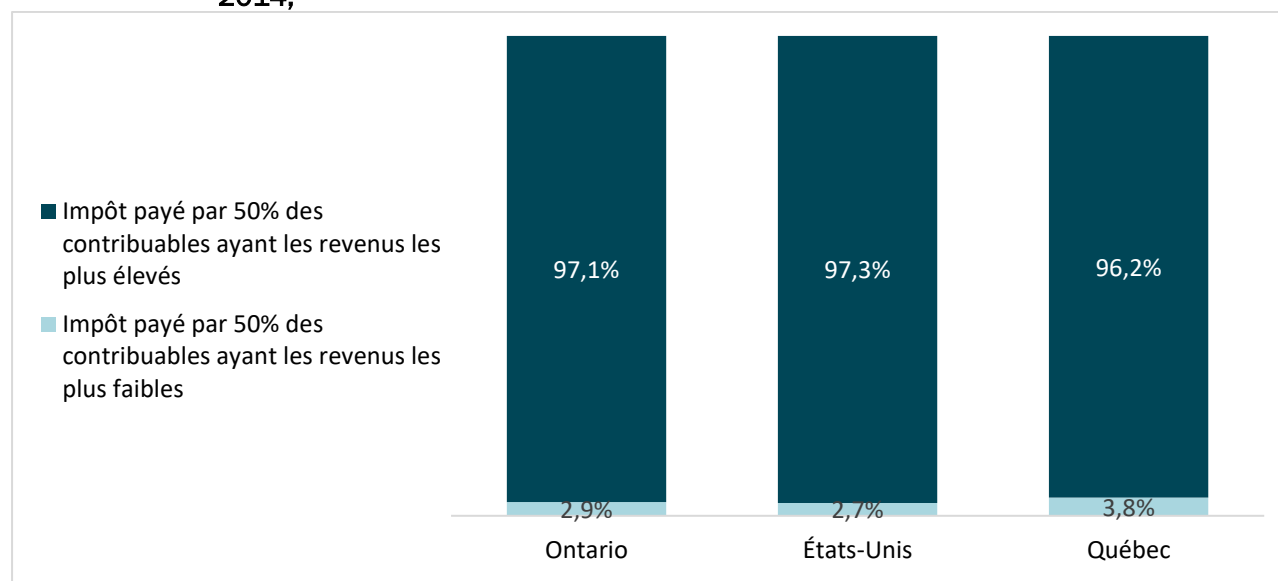
Graphique 31 : Contribuables non imposables et imposables selon l'âge et le sexe, Québec – 2014



Source : Ministère des Finances et Revenu Québec (2017).

L'âge a vraiment un effet sur la proportion de déclarations imposables. Pour les moins de 25 ans, près de 70 % produisent une déclaration non imposable. À l'autre bout du spectre, les contribuables de 65 ans et plus sont majoritairement non imposables. Par contre, dans le groupe le plus susceptible de composer la population active sur le marché du travail, la proportion des contribuables imposables atteint près de 75 %. Dans le cas des hommes de 25 à 64 ans, les contribuables non imposables sont moins de 23 %. Enfin, il est possible d'observer, dans chaque groupe d'âge, que les femmes ont une proportion plus élevée de déclarations non imposables que les hommes.

Graphique 32 : Concentration des impôts sur le revenu en Ontario, aux États-Unis et au Québec — 2014,¹²

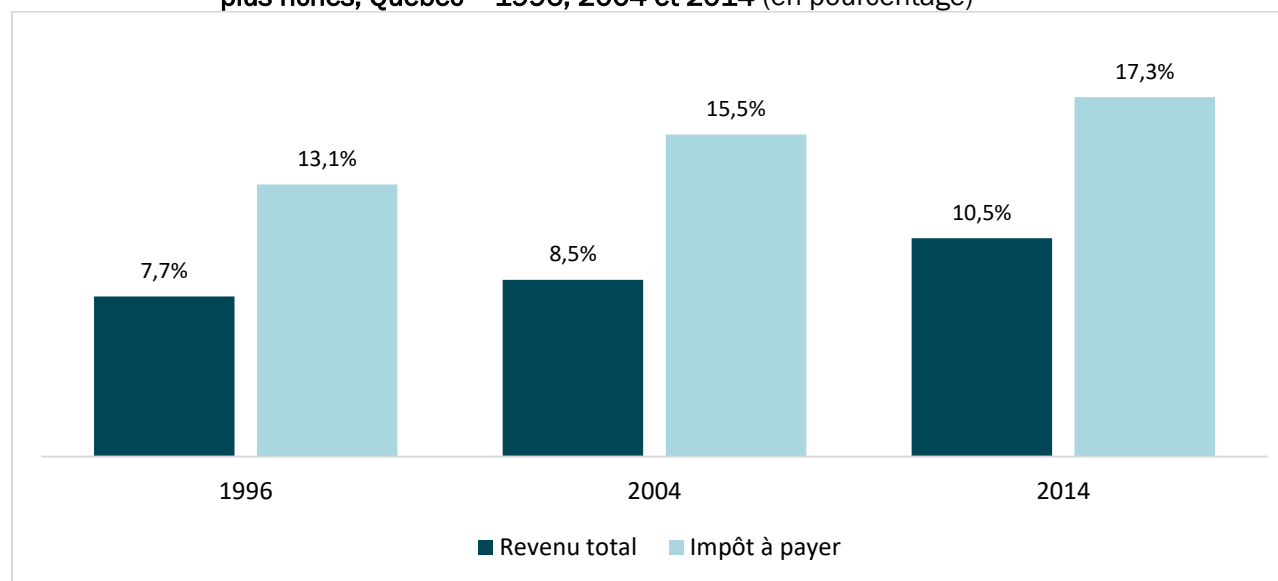


Sources : Agence du Revenu du Canada, Statistiques finales de la T1, édition de 2016 (année d'imposition 2014) En ligne : <https://www.canada.ca/content/dam/cra-arc/migration/cra-arc/gncy/stts/t1fnl/2014/tbl2on-fra.pdf>; Ministère des Finances et Revenu Québec (2017), Tax Foundation, Summary of the Latest Federal Income Tax Data, 2016, Update. En ligne : <https://taxfoundation.org/summary-latest-federal-income-tax-data-2016-update/>

Lorsqu'on sépare la population en deux groupes et qu'on analyse la concentration des impôts sur le revenu payé par la moitié des contribuables ayant les revenus les plus faibles, il est possible d'observer que tant au Québec, en Ontario ou encore aux États-Unis, la proportion est très faible et tourne autour de 3 % du total de l'impôt payé. Dans un cas comme dans l'autre, c'est la moitié des contribuables gagnant les revenus les plus élevés qui paie la quasi-totalité de l'impôt sur le revenu.

¹² Impôt sur le revenu provincial au Québec et en Ontario, impôt fédéral aux États-Unis.

Graphique 33 : Part du revenu total et de l'impôt à payer par le groupe du 1 % des contribuables les plus riches, Québec – 1996, 2004 et 2014 (en pourcentage)



Sources : Ministère des Finances et Revenu Québec (diverses années), *Statistiques fiscales des particuliers*.

Le 1 % des contribuables les plus riches fait toujours couler beaucoup d'encre. En 1996, ces contribuables étaient ceux qui avaient un revenu total individuel plus élevé que 125 000 \$. En 2004, c'était plus de 180 000 \$ et, en 2014, c'était plus de 235 000 \$. Selon les statistiques fiscales, la proportion du revenu total détenue par ce groupe de contribuables croît dans le temps et aurait atteint 10,5 % en 2014. Le pourcentage du total de l'impôt du Québec à payer de ce groupe croît aussi dans le temps pour atteindre 17,3 % en 2014.

DÉPENSES FISCALES



Chaire en
fiscalité et en
finances publiques

Le gouvernement fédéral et du Québec recourent aux dépenses fiscales pour faire des interventions économiques ou sociales par l'intermédiaire de la fiscalité. La notion de dépenses fiscales renvoie à « des choix de politique par lesquels le gouvernement accepte de se priver d'une partie de ses revenus fiscaux pour atteindre ses objectifs¹³ ».

Ainsi donc, chaque fois qu'un gouvernement met en place des crédits d'impôt, des déductions ou autres exceptions par rapport au régime fiscal de base, il s'agit d'une dépense fiscale. Ces mesures n'entraînent pas une sortie d'argent pour les gouvernements, mais privent le gouvernement de recettes fiscales. Ainsi, ces dépenses fiscales ne figurent pas au sein des dépenses de programmes traditionnelles de l'État. Toutefois, les gouvernements évaluent le coût de ces dépenses en estimant les montants d'impôts ou de taxes auxquels ils renoncent en mettant en place ces mesures.

Tant pour le gouvernement fédéral que pour celui du Québec, les principales dépenses fiscales à l'égard des particuliers sont celles relatives à la retraite (RPA et REÉR). Le tableau 18 ne présente que le manque à gagner pour le gouvernement du Québec.

Pour les particuliers, au seul titre des dépenses fiscales liées à la déduction, la non-imposition des rendements et l'imposition des prestations associées aux régimes de pension agréés, le manque à gagner est 3,8 milliards \$. Pour le Régime enregistré d'épargne retraite (REÉR), le manque à gagner est de 3,2 milliards \$. Vient ensuite le crédit pour le soutien aux enfants au coût de 2,2 milliards et le crédit pour la solidarité dont le coût atteint près de 1,7 milliard \$.

Pour l'impôt des sociétés, les dépenses fiscales les plus importantes sont le taux réduit d'imposition pour les PME et l'inclusion partielle des gains en capital, dont le coût est évalué à 0,6 milliard \$ chacune.

En matière de taxes à la consommation, la détaxation des produits alimentaires de base représente la dépense fiscale la plus importante et son coût s'élève à 1,9 milliard \$.

Au total, plus de 29 milliards \$ sont consentis aux contribuables du Québec sous forme de dépenses fiscales par le gouvernement du Québec.

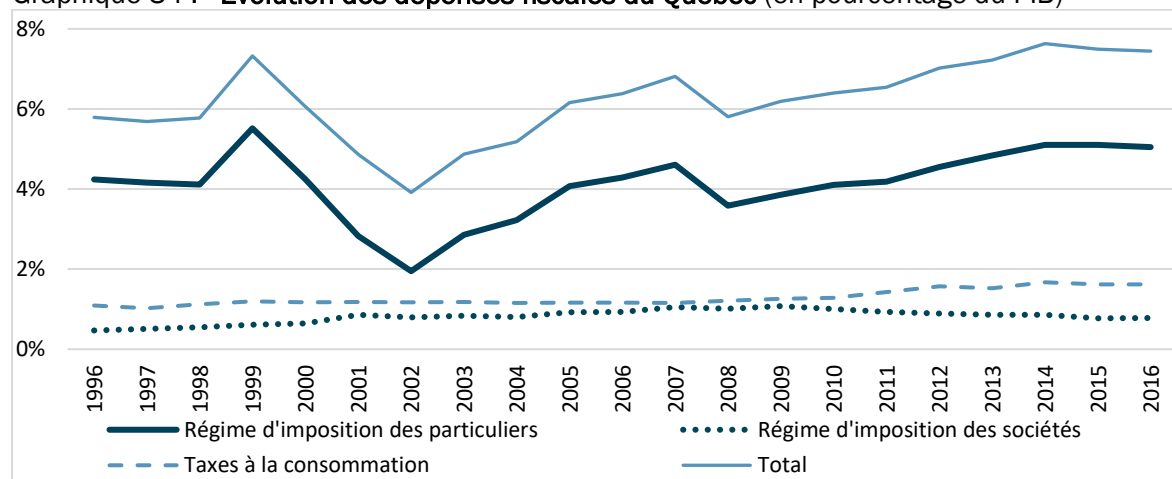
¹³ Ministère des Finances du Québec (2017), *Dépenses fiscales – Édition 2016*, p. A.3.

Tableau 18 : Principales dépenses fiscales du Québec – 2016 (en millions de \$)

	2016
Régime d'imposition des particuliers	
Régime de pension agréé	3 762 \$
Régime enregistré d'épargne-retraite	3 211 \$
Crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants	2 231 \$
Crédit d'impôt remboursable pour la solidarité	1 676 \$
Non-imposition du gain en capital sur les résidences principales	1 644 \$
Inclusion partielle des gains en capital	1 027 \$
Déduction pour les travailleurs	725 \$
Crédit d'impôt pour frais médicaux	717 \$
Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants	639 \$
Crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile des aînés	435 \$
Crédit d'impôt remboursable attribuant une prime au travail	325 \$
Crédit d'impôt pour dons	241 \$
Autres	3 294 \$
	19 927 \$
Régime d'imposition des sociétés	
Inclusion partielle des gains en capital	611 \$
Taux réduit d'imposition pour les petites entreprises	595 \$
Crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental	427 \$
Crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques	306 \$
Crédit d'impôt pour la production de titres multimédias	178 \$
Crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise	129 \$
Crédit d'impôt pour services de production cinématographique	125 \$
Autres	711 \$
	3 082 \$
Taxes à la consommation	
Détaxation des produits alimentaires de base	1 865 \$
Exonération des loyers résidentiels	789 \$
Remboursement accordé aux municipalités	454 \$
Exemption à l'égard de l'assurance individuelle de personnes	430 \$
Détaxation des médicaments sur ordonnance	430 \$
Exonération des services de santé	339 \$
Autres	2 068 \$
	6 375 \$
Total coût des dépenses fiscales	29 384 \$

Source : Ministère des Finances du Québec (2017), *Dépenses fiscales Édition 2016*.

Graphique 34 : Évolution des dépenses fiscales du Québec (en pourcentage du PIB)



Source : Ministère des Finances du Québec (diverses années), *Dépenses fiscales*.

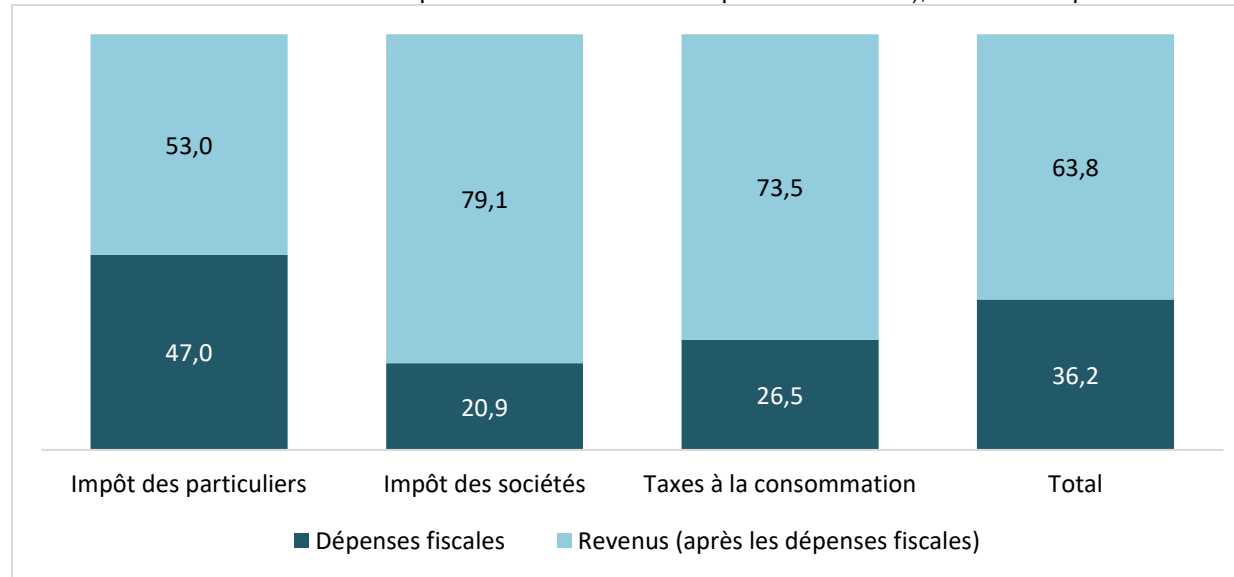
En pourcentage du PIB, les dépenses fiscales totales sont passées de 5,8 % en 1996 à 7,4 % en 2016, avec un creux de 3,9 % en 2002. Le poids des dépenses fiscales liées au régime d'imposition des particuliers a suivi la même évolution. L'importante décroissance entre 2000 et 2002 s'explique par la chute marquée des rendements boursiers qui a réduit la valeur de la non-imposition des revenus de placements dans les REÉR et les régimes de pension agréés. La situation se rétablit lentement à partir de 2003. Puis, la hausse en 2005 s'explique notamment par la mise en place du Soutien aux enfants ainsi que de la Prime au travail et de la simplification du régime fiscal¹⁴. L'autre baisse significative en 2008 s'explique aussi par une diminution du coût de certaines dépenses fiscales relatives aux régimes de retraite et aux placements, et ce, dû aux effets de la crise financière. Une autre partie de l'explication est la réduction générale d'impôt annoncée dans le budget 2007-2008 qui a entraîné une baisse du coût fiscal d'un grand nombre de déductions et de crédits d'impôt non remboursables¹⁵.

De leur côté, les dépenses fiscales liées au régime d'imposition des sociétés et aux taxes à la consommation montrent des poids beaucoup moins élevés et ont connu une évolution plus stable entre 1996 et 2016, avec toutefois une légère tendance à la hausse dans les cas des sociétés.

¹⁴ Ministère des Finances du Québec (2005), *Dépenses fiscales Édition 2005*, p. v.

¹⁵ Ministère des Finances du Québec (2013), *Dépenses fiscales Édition 2012*, p. x.

Graphique 35 : **Importance des dépenses fiscales du Québec par assiette** (en pourcentage des recettes totales par assiette avant les dépenses fiscales), année d'imposition 2016



Source : Ministère des Finances du Québec (2017), *Dépenses fiscales Édition 2016*.

Pour l'année d'imposition 2016, le coût des dépenses fiscales du gouvernement du Québec a représenté 36,2 % du total des revenus fiscaux (considérés avant les dépenses fiscales, donc les revenus fiscaux réels auxquels on ajoute le coût des dépenses fiscales) en provenance des impôts des particuliers, des impôts des sociétés et des taxes à la consommation. Ainsi, sur un total de plus de 110 milliards de dollars de revenus qu'il aurait théoriquement pu récolter, le gouvernement s'est privé de près de 30 milliards de dollars en dépenses fiscales.

Le coût des dépenses fiscales en lien avec les impôts des particuliers atteint près de la moitié des revenus fiscaux de cette assiette d'imposition. Cette proportion est de 26,5 % et de 20,9 % respectivement pour dépenses fiscales en lien avec les taxes à la consommation et les impôts des sociétés.

Il faut toutefois interpréter ces données avec prudence puisqu'elles ne tiennent pas compte des choix que font les contribuables en fonction des dépenses fiscales existantes. L'élimination des dépenses fiscales n'entraînerait donc pas une hausse des revenus fiscaux du gouvernement de l'ordre de près de 30 milliards de dollars.

Tableau 19 : Utilisateurs des dépenses fiscales du Québec en lien avec l'impôt des particuliers, année d'imposition 2014

Dépense fiscale	Nombre d'utilisateurs	Coût (M\$)
Déduction pour les travailleurs	4 431 508	706
Crédit d'impôt remboursable pour la solidarité	2 827 936	1 812
Crédit d'impôt pour frais médicaux	2 229 285	692
Crédit d'impôt pour cotisations syndicales et professionnelles	1 778 134	237
Montant accordé en raison de l'âge, pour personne vivant seule ou pour revenus de retraite	1 706 727	529
Déduction des cotisations au titre du Régime enregistré d'épargne-retraite	1 548 908	1 672
Déduction des cotisations au titre du Régime de pension agréé	1 468 983	2 401
Crédit d'impôt pour dons	1 297 855	233
Crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants	905 862	2 201
Crédit d'impôt remboursable attribuant une prime au travail	550 446	347
Inclusion partielle des gains en capital	515 468	895
Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants	462 863	592
Crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile des aînés	289 636	371
Crédit d'impôt pour frais de scolarité ou d'examens	288 479	71
Crédit d'impôt pour frais d'intérêt payé sur un prêt étudiant	151 364	11
Crédit d'impôt pour frais de scolarité ou d'examens transférés par un enfant	131 212	22
Crédit d'impôt pour travailleur d'expérience	124 605	52
Montant pour déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques	104 760	27
Crédit d'impôt pour nouveaux diplômés travaillant dans une région ressource éloignée	24 533	50
Crédit d'impôt pour frais médicaux non dispensés dans votre région	14 266	3
Déduction au titre des frais de déménagement	8 963	9
Crédit d'impôt pour pompier volontaire	6 440	3

Source : Ministère des Finances et Revenu Québec (2017), *Statistiques fiscales des particuliers. Année d'imposition 2014*; Ministère des Finances du Québec (2017), *Dépenses fiscales Édition 2016*.

Le tableau 19 recense à la fois les dépenses fiscales et leur nombre d'utilisateurs en combinant l'analyse de deux documents du ministère des Finances, soit la publication annuelle sur les statistiques fiscales des particuliers et celle sur les dépenses fiscales.

Certaines dépenses fiscales s'adressent à un grand nombre de contribuables alors que d'autres visent un groupe beaucoup plus restreint. Par exemple, pour l'année d'imposition 2014, plus de 4,4 millions de contribuables ont bénéficié de la déduction pour travailleurs alors que d'autres

mesures ont profité à un nombre beaucoup plus restreint de contribuables : moins de 10 000 sur les 6,5 millions de déclarations produites pour la déduction pour frais de déménagement ou encore pour le crédit d'impôt pour pompier volontaire avec à peine plus de 6 000 contribuables.

Bien que certaines mesures comme le crédit pour solidarité s'avèrent avoir un coût important et un grand nombre d'utilisateurs, le nombre d'utilisateurs n'est pas toujours tributaire du coût de la dépense fiscale. Ainsi, même s'ils ne visent pas la même clientèle, le crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés a entraîné une dépense fiscale de 371 M\$ pour 289 636 bénéficiaires, alors que le crédit d'impôt pour dons a coûté 138 M\$ de moins (233 M\$) tout en ayant environ quatre fois et demie plus d'utilisateurs (1 297 855 versus 289 636).

REMARQUES FINALES



Chaire en
fiscalité et en
finances publiques

Le *Bilan de la fiscalité au Québec - Édition 2018* présente une série d'indicateurs importants et souvent utilisés en fiscalité. Il en résulte un portrait de la situation de la fiscalité québécoise regroupant les données les plus récentes. Sans avoir la prétention de faire le tour de la question, ce portrait permet de regrouper les principaux indicateurs au sein d'un même document.

Dans les sections 2 à 4 de ce bilan de la fiscalité du Québec, les comparaisons avec l'OCDE ont notamment fait ressortir les éléments qui suivent.

Poids de la fiscalité

- Avec 152 milliards de dollars de recettes fiscales collectées au Québec par l'ensemble des administrations publiques, le poids de la fiscalité au Québec représentait 38,5 % du PIB en 2016.
- Bien que cette pression fiscale s'avère plus faible qu'au sommet de 2000, où elle atteignait 39,9 %, elle ré-augmente progressivement depuis 2008 de 36,3 % à 37,5 % en 2012 à 38,5 % en 2016 :
 - Comme les autres provinces, le retour à l'équilibre budgétaire a fait croître le poids de la fiscalité entre 2008 et 2016 dans huit provinces sur 10;
 - En 2016, le Québec avait toujours le poids le plus élevé de la fiscalité des dix provinces canadiennes.
- Le poids de la fiscalité au Québec a, depuis 1981, toujours été plus élevé que pour la moyenne des pays de l'OCDE.
- Il se rapproche davantage des taux observés dans les pays européens que de ceux des voisins nord-américains, incluant ceux du Canada sans le Québec.

Manière de prélever

- La manière de prélever les recettes fiscales au Québec diffère de ce qui se fait en moyenne dans les pays de l'OCDE :
 - Ces différences se sont en général accentuées dans le temps alors que le Québec et la moyenne des pays de l'OCDE avaient comme première source de recettes fiscales l'impôt sur le revenu en 1981. L'impôt sur le revenu est resté en première position au Québec alors que, dans la moyenne des pays de l'OCDE, l'impôt sur le revenu a glissé à la troisième source en importance, devancé maintenant à la fois par les taxes à la consommation et les cotisations sociales.
- Au Québec, dans une comparaison avec 35 pays membres de l'OCDE, on note une importance plus grande de l'utilisation en 2016 en proportion du PIB, des impôts sur le revenu des particuliers, des impôts touchant les sociétés et des impôts sur le patrimoine :
 - Le Québec se classait 3^e sur 36 pour les impôts sur le revenu des particuliers;
 - Le Québec se classait 4^e sur 36 pour les impôts des sociétés;

- Le Québec se classait 3^e sur 36 pour les impôts sur le patrimoine.
- Pour les taxes à la consommation et les cotisations sociales par contre, leurs poids sont moins élevés en 2016 qu’une majorité de pays de l’OCDE :
 - Le Québec se classait 28^e sur 36 pour les taxes à la consommation;
 - Le Québec se classait 27^e sur 36 pour les cotisations sociales.

Charge fiscale nette

- Même si le poids de la fiscalité et la manière de prélever au Québec montrent un poids de la pression fiscale ou des impôts sur le revenu assez élevé, la charge fiscale nette apporte, dans une comparaison avec 35 pays membres de l’OCDE, un éclairage plus nuancé en tenant compte non seulement des impôts sur le revenu, mais également des cotisations sociales payées et des prestations reçues :
 - Un célibataire québécois gagnant le salaire moyen ou une fois et un tiers le salaire moyen arrive en 19^e position sur 36;
 - Un couple québécois sans enfant gagnant une fois et un tiers le salaire moyen arrive en 18^e position sur 36;
 - Une famille monoparentale québécoise gagnant les deux tiers du salaire moyen arrive 1^{re} sur 36;
 - La famille québécoise avec deux enfants et dont un seul des conjoints travaille et gagnant le salaire moyen arrive en 1^{re} position sur 36;
 - En ce qui concerne la prise en compte des enfants, le Québec arrive en 1^{re} position dans le cas de la famille monoparentale, et en 2^e position dans le cas des couples;
 - Il existe un soutien pour les familles avec enfants qui diminue toutefois avec la hausse des revenus.

Profil des Québécois

- Le barème d’imposition progressif fait en sorte que le taux moyen d’imposition augmente au fur et à mesure que le revenu s’accroît, passant de 21 % dans la tranche de revenus qui débute à 50 000 \$, à 31,6 % pour celle qui débute à 100 000 \$, à 37 % à 150 000 \$ et 41,1 % à 250 000 \$.
- Il existe encore des zones de revenus où le taux marginal implicite de taxation est extrêmement élevé, notamment pour les familles avec enfants.
- En 2014, près de 75 % des contribuables déclaraient un revenu total sous la barre des 50 000 \$.

- Si, globalement, les revenus d’emploi représentent la plus grande part des revenus totaux, la composition du revenu total change selon le niveau de revenus.
- Plus de 70 % des impôts sur le revenu au Québec sont payés par 20 % des contribuables les plus riches, qui obtiennent plus de la moitié des revenus totaux.

Dépenses fiscales

- Les dépenses fiscales ont un poids global dans l’économie qui a connu une tendance à la hausse depuis le milieu des années 1990, malgré des soubresauts certaines années.
- Que les deux tiers des dépenses fiscales sont liées au système d’imposition des particuliers (67 % en 2015) :
 - Si certaines dépenses fiscales sont d’application générale et profitent à plusieurs millions de contribuables, comme la déduction pour travailleurs ou le crédit pour la solidarité, d’autres apparaissent d’usage beaucoup plus restreint comme la déduction pour frais de déménagement ou le crédit d’impôt pour pompier volontaire, qui ont moins de 10 000 bénéficiaires.

Outil interactif

Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

Construit à partir de l'édition 2018 du *Bilan de la fiscalité du Québec*, le présent outil interactif vous donne la possibilité de sélectionner certaines variables qui vous intéressent particulièrement. Ainsi, les principaux indicateurs de la fiscalité comparée, la structure fiscale, les séries chronologiques ainsi qu'une synthèse des variables par pays vous sont accessibles en quelques clics. Essayez-le!



(<https://cffp.recherche.usherbrooke.ca/outils-interactifs/bilan-de-la-fiscalite-au-quebec-edition-2018>)